

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
NOVEMBRE 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT
AU PROFIT DES ÎLES DE LOISIRS - 5ÈME RAPPORT POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	10
Annexe 1 - Fiches projets aménagements.....	11
Annexe 2 - Fiches projets sécurité.....	34
Annexe 3 - Protocole transactionnel - UCPA - REGION.....	47
Annexe 4 - Protocole d'accord.....	55
Annexe 5 - Avenant IDL.....	90

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Investissements dans les îles de loisirs avec Syndicats mixtes

Il est proposé de financer **onze** opérations d'investissement nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, détaillées en annexe 1 à la présente délibération :

- **Buthiers** : générateur de chlore pour la piscine (175 415 €).
- **Jablins-Annet** : escalier d'accès pour les maîtres-nageurs sauveteurs (48 584 €)
- **Boucles de Seine** : étude de réaménagement du parking du golf (19 200 €), étude pour la mise en conformité des aires de jeux d'eau (8 880 €)
- **Saint-Quentin-en-Yvelines** : réhabilitation des écuries et manèges du centre équestre (270 000 €)
- **Etampes** : remplacement des réseaux d'eaux usées (282 050 €).
- **Port aux Cerises** : remplacement de la passerelle et du ponton des Mousseaux (309 964 €)
- **Créteil** : création de terrains de sport sur sable (106 120 €), travaux sur le toboggan de la piscine à vagues (105 508 €).
- **Cergy-Pontoise** : aménagement d'une rampe de mise à l'eau multisports (27 600 €), rénovation de la voie de la plaine des Moulins (38 326 €)

2. Sécurité dans les îles de loisirs

Il est proposé de financer **six** opérations détaillées en annexe 2 à la présente délibération qui concernent :

- **Saint-Quentin-en-Yvelines** : vidéoprotection (600 000 €)
- **Val de Seine** : rénovation du centre équestre et installation de clôtures (335 500 €) et acquisition de drones (23 500 €)
- **Port aux Cerises** : renforcement du système de vidéoprotection (28 347 €) et travaux de réhabilitation et d'agrandissement des écuries du centre équestre (194 000 €).
- **Cergy-Pontoise** : sécurisation des contrôles d'accès (47 368 €).

Il sera procédé à une désaffectation de 26 000 € d'autorisations de programme sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et Loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissement dans les îles-de-loisirs » du budget 2023.

Il sera procédé à un transfert d'autorisations de programme d'un montant de 360 985 € disponibles sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes », programme HP 338-001 « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissements dans les îles de loisirs » vers l'action 13900103 « Sécurisation des îles de loisirs », programme HP 39-001 « Sécurité dans les propriétés régionales », code fonctionnel 39 « Sécurité », chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » du budget 2023.

3. Île de loisirs de Vaires-Torcy

Dans le cadre de la mise en configuration du site pour l'accueil de compétitions sportives de niveau international, notamment les épreuves d'aviron et de canoë en ligne lors des Jeux Olympiques et Paralympiques, il est proposé d'affecter une autorisation de programme de **800 000 €** au titre des équipements sportifs d'intérêt régional pour le site de Vaires sur Marne pour

la réalisation d'aménagements complémentaires au niveau du bassin d'eau calme.

Il sera procédé à un transfert d'autorisations de programme d'un montant de 800 000 € disponibles sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 323 « Piscines », programme HP 323-001 « Piscines », action 13200101 « Plan piscines » vers l'action 13200306 « Equipements sportifs – Vaires Torcy », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » du budget 2023.

Il est également proposé d'approuver deux protocoles d'accord transactionnels et d'autoriser la présidente du conseil régional à les signer.

Protocole d'accord transactionnel avec l'UCPA : Le présent protocole détaillé en annexe 3 à la présente délibération a pour objet de mettre un terme aux différends opposant les parties liées à l'exploitation par l'UCPA de l'île de loisirs de Vaires-Torcy sur la période courant du 1er janvier 2018 au 30 avril 2021.

Dans le cadre de ce protocole, la Région indemniserà l'UCPA à hauteur de 1 907 320 € correspondant à :

- d'une part, le déficit d'exploitation qu'elle a subi du fait de la pandémie sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy pour un montant de 970 000 € sur les exercices 2020 et 2021.
- d'autre part, les conséquences directes et indirectes supportées par l'UCPA du fait de la réalisation de travaux par la Région pendant son exploitation de l'île de loisirs pour un montant de 937 320 €, au titre des surcoûts supportés par ce dernier et des travaux et au titre des pertes d'exploitation sur les années 2019 et 2020.

Il est donc proposé d'affecter une autorisation d'engagement de 1 907 320 €.

De son côté, l'UCPA restituera à la Région un montant de 1 049 099,39 € qu'elle a provisionné dans ses comptes pour le renouvellement du matériel et du mobilier, dont 681 254,55 € au titre du contrat d'affermage de 2007 à 2017 et 367 844,84 € au titre de la période 2018-2020.

Protocole d'accord transactionnel avec l'entreprise DEMATHIEU BARD : Ce protocole présenté en annexe 4 à la présente délibération porte sur le lot n°4 (revêtements des façades) du marché n°1500185 de travaux lancés dans le cadre de l'opération de développement du site sportif de l'île de loisirs de Vaires avec la création d'un parcours d'eaux vives pour la pratique du canoë-kayak et de l'aviron. Ce lot a été attribué à un groupement conjoint composé de la société DEMATHIEU BARD, mandataire solidaire, et de la société RUBNER et notifié le 23 novembre 2015.

L'exécution du marché a connu de très grandes difficultés, notamment pour des questions géotechniques et météorologiques, qui ont conduit à deux expertises dont l'une est toujours en cours.

Le 21 janvier 2020, les réserves de réception concernant ce lot ont été levées. S'agissant des désordres apparus sur les différents ouvrages au cours de la période de parfait achèvement, la Région a prolongé la garantie de parfait achèvement le 5 novembre 2020. A la suite des interventions de la société DEMATHIEU BARD et de son cotraitant RUBNER, les derniers désordres sur ce lot ont été résolus le 28 juillet 2023.

Le décompte général notifié par la Région le 14 juin 2021 a été refusé par la société DEMATHIEU BARD qui a initié un contentieux actuellement pendant devant la Cour administrative de Paris.

Le protocole proposé vise principalement, pour la Région, à renoncer à l'application de pénalités de retard d'un montant de 56 470,14 € et à verser des intérêts moratoires aux deux sociétés membres du groupement et, pour DEMATHIEU BARD, à se désister du recours contentieux engagé en renonçant au surplus de ses demandes formulées à l'appui de son projet de décompte final et aux sommes réclamées dans le cadre de l'instance contentieuse.

4. Île de loisirs de la Corniche des Forts

La Corniche des Forts fait l'objet d'une occupation de personnes qui se sont installées sans autorisation sur les terrains « Tavares » dont l'aménagement est prévu à court terme par la Région.

Il est nécessaire d'engager des dépenses de sécurité supplémentaires pour limiter le risque d'extension de l'occupation et y remédier à l'avenir.

A cet effet, Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de 250 000 € pour permettre le financement des marchés de sécurité (Bâtiments et espaces extérieurs).

5. Tickets loisirs : affectation et prolongation de la date de validité

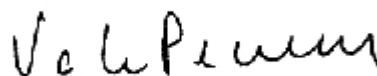
Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement complémentaire de **812 081,95 €** pour le dispositif des tickets loisirs.

Par ailleurs, afin d'optimiser l'utilisation des tickets loisirs 2023, il est proposé de prolonger leur date de validité jusqu'au 31 décembre 2024 et en conséquence d'approuver un avenant à la convention type passée avec les îles de loisirs, détaillé en annexe 5 à la présente délibération et de prolonger les conventions passées avec les organismes bénéficiaires de tickets loisirs.

Il sera procédé à un transfert d'autorisations d'engagement d'un montant de **387 881,95 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les Jeunes », programme HP338-002 « Charges diverses liées aux Iles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion incombant aux propriétaires » vers l'action 13300401 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », programme HP HP338-004 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les Jeunes », chapitre 933 « Culture, vie sociale, Jeunesse, Sports et loisirs » du budget 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 17 NOVEMBRE 2023

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT AU PROFIT DES ÎLES DE LOISIRS - 5ÈME RAPPORT POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code civil et notamment ses articles 2044 à 2052 ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 14-442 du 18 juin 2014 relative aux équipements sportifs d'intérêt régional – affectation d'autorisations de programme pour le site sportif de l'Île de Vaires (77) et habilitation du président du conseil régional d'Ile-de-France à lancer une procédure d'appel d'offres concernant le site de l'Île de Vaires (77) et à signer les marchés correspondants ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU les délibérations n° CR 2017-55 du 9 mars 2017 et N° CP 2018-085 du 16 mars 2018 relatives à la nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances ;

VU la délibération n° CP 2021-209 du 1er avril 2021 relatif à l'approbation du contrat de délégation de service public de l'île de loisirs de Vaires-Torcy

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-124 du 29 mars 2023 relative à la mise en œuvre du dispositif « tickets loisirs » et affectation d'autorisations d'engagement 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-199 du 1^{er} juin 2023 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement au profit des îles de loisirs – 3^{ème} rapport pour l'année 2023 ;

VU les statuts des SMEAG des îles de loisirs de Buthiers, Jablines-Annet, Boucles-de-Seine, Saint-Quentin-en-Yvelines, Val-de-Seine, Port aux Cerises, Etampes, Créteil, Cergy-Pontoise et du SMEG de la Corniche des Forts ;

VU les conventions de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Buthiers, Jablines-Annet, Boucles-de-Seine, Saint-Quentin-en-Yvelines, Val-de-Seine, Port aux Cerises, Etampes, Créteil, Cergy-Pontoise et de la Corniche des Forts ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-386 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 338-001 (13300101) « Investissements dans les îles de loisirs »

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100% du coût des investissements, tel que cela figure en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **1 391 647 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissement dans les îles-de-loisirs » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 2 : Programme HP HP39-001 (13900103) « Sécurisation des îles de loisirs »

Décide de participer au financement des investissements relatifs à la sécurisation des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, tel que cela figure dans l'annexe 2 à la présente délibération.

Désaffecte une autorisation de programme d'un montant partiel de 26 000 € du chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et Loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissement dans les îles-de-loisirs » du budget 2023 affectée par délibération n° CP 2023-199 du 1^{er} juin 2023.

Affecte une autorisation de programme de **1 228 715 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 39 « Sécurité », programme HP 39-001 (139001) « sécurité dans les propriétés régionales », l'action 13900103 « Sécurisation des îles de loisirs » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux

méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 3 : Île de loisirs de Vaires-Torcy

Affecte une autorisation de programme de **800 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », du budget 2023, au titre du programme HP 325-003 (132003) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200306 « Equipements sportifs – Vaires Torcy », la Région étant maître d'ouvrage.

Décide d'approuver le protocole d'accord transactionnel en annexe 3 à la présente délibération avec l'UCPA et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

Affecte un montant de **1 907 320 €** sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes », au titre du programme HP 338-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire » du budget 2023

Décide d'approuver le protocole d'accord transactionnel en annexe 4 à la présente délibération avec la société DEMATHIEU BARD et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

Décide d'accorder une remise totale de pénalités pour un montant de 56 470,14 € comme prévu dans le protocole mentionné à l'alinéa 4 ci-avant.

Article 4 : Île de loisirs de la Corniche des Forts

Affecte un montant de **250 000 €** sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes », au titre du programme HP 338-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire » du budget 2023.

Article 5 : Tickets loisirs : affectation complémentaire et prolongation de la date de validité

Affecte une autorisation d'engagement de **812 081,95 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes », au titre du programme HP338-004 (33004) « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300401 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances » du budget 2023.

Modifie comme suit l'article 1 de la délibération n° CP 2023-124 du 29 mars 2023 portant sur la mise en œuvre du dispositif « tickets loisirs » et affectation d'autorisation d'engagement 2023 :

« Décide la mise en œuvre du dispositif de « développement de l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances » pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2024.

La durée de validité des conventions passées en application de ce dispositif est prolongée en conséquence. »

Approuve l'avenant 1 joint en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer avec chaque gestionnaire des îles de loisirs régionales, dans le cadre de la prolongation de la validité des tickets-loisirs 2023 du 1er avril au 31 décembre 2024.

Décide de prolonger la durée de validité des conventions passées en application de ce dispositif avec chaque bénéficiaire de ticket-loisirs jusqu'au 31 décembre 2024.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projets aménagements

DOSSIER N° 22002376 - Créteil - Création de terrains de sport sur sable

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	106 120,00 € TTC	100,00 %	106 120,00 €
	Montant total de la subvention		106 120,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'ETUDES
D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE
L'ILE DE LOISIRS DE CRETEIL

Adresse administrative : 9 RUE JEAN GABIN
94000 CRETEIL

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Michel WANNIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de terrains de sport sur sable.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 29 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs de Créteil souhaite créer un terrain de sport de sable, en lien avec le mouvement sportif régional et en accord avec la volonté régionale de favoriser ces infrastructures qui rendront possibles la pratique de hand-ball, volley-ball, rugby, karaté, badminton...

Ce projet permettra :

- de renforcer l'attractivité de la baignade pendant la période estivale ;
- de proposer une offre d'activités de loisirs en dehors de la période estivale et également de développer les activités sportives ;
- d'inscrire l'île de loisirs de Créteil dans une démarche d'obtention du label Terre de jeux en proposant un espace d'entraînement aux disciplines olympiques.

La zone envisagée pour l'installation de ces terrains de sport est située à l'intérieur de l'espace clôturé de la piscine à vagues, actuellement en herbe. Elle est non utilisée 10 mois sur 12 et partiellement utilisée en période estivale comme espace détente et de bronzage par les usagers de la baignade.

Cette aire de sable de 40 mètres par 33 mètres nécessitera le nivellement du terrain, la pose d'un système de drainage, la pose de bordure, la fourniture de sable et du géotextile, d'un pare-ballon sur la clôture existante, et d'une bâche de protection avec ses enrouleurs.

Le projet inclut également les arrivées électriques pour permettre l'éclairage et la mise en place d'un écran de diffusion d'images, ainsi que la reprise des pelouses environnantes et le cheminement qui permettra aux personnes à mobilité réduite d'accéder au terrain.

Le coût total du projet est estimé à 318 360 € TTC. Un financement de l'agence nationale du sport est acquis à hauteur de 212 240 € correspondant à 80% du montant HT des travaux dans le cadre du plan "5 000 terrains de sport ». Un financement régional de 106 120 € TTC est sollicité.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création de terrains de sport sur sable	106 120,00	100,00%
Total	106 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	106 120,00	100,00%
Total	106 120,00	100,00%

DOSSIER N° 23006978 - PORT AUX CERISES - Remplacement de la passerelle et du ponton des Mousseaux

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	309 964,00 € HT	100,00 %	309 964,00 €
	Montant total de la subvention		309 964,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR
LOISIRS
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Thierry BATTESTI, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de la passerelle et du ponton des Mousseaux.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La passerelle dite "des Mousseaux" de l'île de loisirs du Port aux Cerises date des années 90 et n'a pas fait l'objet de travaux importants de réfection, elle présente donc des dégradations importantes malgré l'entretien effectué par le syndicat mixte. Elle dessert une partie de l'île de loisirs où les activités sont en développement.

Les désordres suivants sont constatés :

- garde-corps désolidarisé de la structure porteuse et instable
- platelage défectueux et glissant
- pieds de poteaux en décomposition

Les travaux proposés consistent à remplacer la totalité du ponton nautique et de la passerelle y compris leurs structures porteuses.

Le coût total du projet est estimé à 309 964 € HT.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Remplacement de la passerelle et du ponton des Mousseaux	309 964,00	100,00%
Total	309 964,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	309 964,00	100,00%
Total	309 964,00	100,00%

DOSSIER N° 23006984 - BOUCLES-DE-SEINE - Etude de réaménagement du parking du golf

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	19 200,00 € TTC	100,00 %	19 200,00 €
	Montant total de la subvention		19 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMEAG SYND MIXTE ETUD AMEN
GESTION BASE LOISIR
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS
78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : MONSIEUR GUY MULLER, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une étude pour le réaménagement du parking du golf.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 15 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le golf de l'île de loisirs des Boucles-de-Seine connaît un développement de sa clientèle et de ses activités avec notamment un nombre de compétitions croissant.

La capacité du parking ne permet plus d'accueillir les usagers dans de bonnes conditions, le nombre de places est insuffisant. Il est de plus difficilement praticable par temps de pluie, la traversée du parking dans la boue n'est pas satisfaisante.

Il est donc proposé de réaliser une étude afin d'augmenter le nombre de places avec la création notamment de places PMR, de créer des allées qui rejoignent le club house et d'installer des bornes de recharge électrique.

Le coût total du projet est estimé à 19 200 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette étude.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de réaménagement du parking du golf	19 200,00	100,00%
Total	19 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	19 200,00	100,00%
Total	19 200,00	100,00%

DOSSIER N° 23007362 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - Réhabilitation des écuries et manèges du centre équestre

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	270 000,00 € TTC	100,00 %	270 000,00 €
	Montant total de la subvention		270 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES

Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur José CACHIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation des écuries et manèges du centre équestre.

Dates prévisionnelles : 19 septembre 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'être finalisés avant les JOP 2024, il est nécessaire de prévoir un démarrage anticipé pour ces travaux.

Description :

La grande écurie, l'écurie poneys, les boxes extérieurs et le grand manège du centre équestre de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines présentent un état de vétusté qui constitue un risque pour la sécurité des équidés et du public. La réhabilitation de ces équipements apparaît d'autant plus nécessaire que ce centre équestre sera centre de préparation aux JOP 2024.

Le montant total de la rénovation est estimé à 630 000 €, un cofinancement du département est acquis à hauteur de 360 000 € dans le cadre de son dispositif "Rayonnement olympique des Yvelines".

Le coût du projet à financer par la Région est estimé à 270 000 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation des écuries et manèges du centre équestre	270 000,00	100,00%
Total	270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	270 000,00	100,00%
Total	270 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007981 - CERGY-PONTOISE Aménagement d'une rampe de mise à l'eau des bateaux à la plage multisports

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	27 600,00 € TTC	100,00 %	27 600,00 €
	Montant total de la subvention		27 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : RUE DES ETANGS
95001 CERGY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Thibault HUMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'une rampe de mise à l'eau des bateaux à la plage multisports

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2023 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Les bateaux du service des secours et de la sécurité de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise sont basés sur la plage du multisports. Ils sont sortis tous les matins et rangés tous les soirs. Aujourd'hui la rampe est constituée d'un tapis de type mobi-mat qui sert également de mise à l'eau pour la location des canoés et des stands up paddle.

Ce tapis subit une trop forte utilisation et a été remplacé à plusieurs reprises. La construction d'une rampe de mise à l'eau en béton permettrait :

- de garantir la continuité de l'activité,
- de diminuer les coûts de réparation et de remplacement du tapis,
- d'utiliser cette rampe pour les autres activités.

Le coût total du projet est estimé à 27 600 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement d'une rampe de mise à l'eau des bateaux à la plage multisports I	27 600,00	100,00%
Total	27 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	27 600,00	100,00%
Total	27 600,00	100,00%

DOSSIER N° 23008033 - JABLINES-ANNET - Création d'un escalier pour faciliter l'accès des MNS aux zones de baignade

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	48 584,00 € TTC	100,00 %	48 584,00 €
	Montant total de la subvention		48 584,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'ETUDE
D'AMENAGEMENT DE GESTION DE LA
BASE DE LOISIRS DE JABELINES

Adresse administrative : MAIRIE
77450 JABLINES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jean-Michel BARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un escalier pour faciliter l'accès des MNS (maîtres-nageurs sauveteurs) aux zones de baignade.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Lorsque les MNS (maîtres-nageurs sauveteurs) de l'île de loisirs de Jablines-Annet doivent intervenir, ils doivent emprunter, en courant, un circuit les obligeant à contourner le poste de secours. La création d'un escalier donnant un accès direct aux plages permettrait un gain de temps sur les interventions urgentes.

Le coût total du projet est estimé à 48 584 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création d'un escalier pour faciliter l'accès des MNS aux zones de baignade	48 584,00	100,00%
Total	48 584,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	48 584,00	100,00%
Total	48 584,00	100,00%

DOSSIER N° 23008034 - CRETEIL - Travaux sur le toboggan de la piscine à vagues

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	105 508,00 € TTC	100,00 %	105 508,00 €
	Montant total de la subvention		105 508,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'ETUDES
D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE
L'ILE DE LOISIRS DE CRETEIL

Adresse administrative : 9 RUE JEAN GABIN
94000 CRETEIL

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : MONSIEUR MICHEL WANNIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux sur le toboggan de la piscine à vagues.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 29 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La pénurie de personnel de surveillance aquatique est une réelle difficulté et ne cesse de s'accroître. De manière à éviter une diminution des activités proposées, le SMEAG de l'île de loisirs de Créteil souhaite faire évoluer ses infrastructures pour permettre de limiter le nombre de surveillants sauveteurs nécessaire à l'ouverture de la piscine à vagues.

Les travaux suivants concernant le toboggan de la piscine à vagues sont ainsi préconisés :

- évolution du feu de départ : la mise en place d'un feu de départ à détection en lieu et place du feu temporisé permettrait d'augmenter les débits d'utilisation tout en préservant la sécurité des usagers.
- évolution de l'arrivée du toboggan : la mise en place d'un aqua frein permettrait de limiter le risque de collision.
- transformation du bassin de réception en banquettes à bulles : le bassin de réception existant serait modifié afin de le transformer en zone de détente à destination des adultes.

Le coût total du projet est estimé à 105 508 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sur le toboggan de la piscine à vagues	105 508,00	100,00%
Total	105 508,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	105 508,00	100,00%
Total	105 508,00	100,00%

DOSSIER N° 23008038 - CERGY-PONTOISE - Rénovation de la voie de la plaine des Moulines

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	38 326,00 € TTC	100,00 %	38 326,00 €
	Montant total de la subvention		38 326,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : RUE DES ETANGS
95001 CERGY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Thibault HUMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de la voie de la plaine des Moulines.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 29 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La voie de circulation en partie basse de la plaine des moulines de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise dessert :

- la plaine des Moulines (événements),
- la zone de l'étang du petit bois (parcours « xtrem aventure »- zone barbecue),
- la zone de jeux d'aspersion (Splutch et ponton de l'étang des galets),
- la partie basse de l'accueil principal.

Cette voie constitue un accès pour les secours, les véhicules de services, la collecte des ordures et les véhicules de grand gabarit.

Cette voie existe depuis 1970 et recouvre les réseaux d'eaux usées, l'adduction d'eau potable et un réseau d'électrification abandonné. Le système racinaire et les interventions successives sur les fuites d'eau potable ont détérioré la couche de roulement. Les écoulements naturels ne se font plus à cause du soulèvement de la voie en rive.

Le SMEAG sollicite des crédits d'investissement afin de rénover la couche de roulement.

Les travaux consistent à raboter, reprofiler, mettre à la côte des affleurants et refaire la couche de roulement.

Le coût total du projet est estimé à 38 326 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation de la voie de la plaine des Moulins	38 326,00	100,00%
Total	38 326,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	38 326,00	100,00%
Total	38 326,00	100,00%

DOSSIER N° 23008043 - BUTHIERS - Installation d'un générateur de chlore de type électrolyseur pour la piscine

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	175 415,00 € TTC	100,00 %	175 415,00 €
	Montant total de la subvention		175 415,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE ETUDES
AMENAGEMENT GESTION BASE
Adresse administrative : 73 RUE DES ROCHES
77760 BUTHIERS
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : MADAME BEATRICE RUCHETON, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'un générateur de chlore de type électrolyseur pour la piscine.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 15 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs de Buthiers utilise actuellement un mélange chimique constitué de chlore gazeux, de chlore liquide et d'acide pour traiter la piscine. Le chlore gazeux est une matière extrêmement dangereuse dont la manipulation et le stockage représentent un risque tout comme le fait de conserver sur un même site du chlore liquide en grande quantité et de l'acide.

Afin de limiter ces risques, le SMEAG souhaiterait acquérir un générateur de chlore qui se présente sous la forme d'une grande cuve dans laquelle il convient d'ajouter du sel et qui procédera à la transformation automatique du chlore. Il ne serait avec ce système plus nécessaire de stocker et manipuler des produits chimiques qui représentent de plus un coût de fonctionnement plus élevé que le sel, une économie d'environ 12 000 € par an est ainsi attendue.

Le coût total du projet est estimé à 175 415 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- BUTHIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation d'un générateur de chlore pour la piscine	175 415,00	100,00%
Total	175 415,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	175 415,00	100,00%
Total	175 415,00	100,00%

DOSSIER N° 23008046 - ETAMPES - Remplacement des réseaux d'eaux usées

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	282 050,00 € TTC	100,00 %	282 050,00 €
	Montant total de la subvention		282 050,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ETAMPES
Adresse administrative : 5 AVENUE CHARLES DE GAULLE
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement des réseaux d'eaux usées.

Dates prévisionnelles : 4 décembre 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs d'Étampes doit reprendre l'ensemble de ses réseaux et canalisations de la zone centre située entre la piscine et le centre administratif.

Les canalisations et les réseaux de ce secteur sont pour certains hors services et pour d'autres sous-dimensionnés. Ils datent en effet des années 70, époque à laquelle la piscine n'existait pas encore. Lors de l'ouverture de la piscine cette année, des travaux d'urgence ont été exécutés pour colmater les fuites. Par ailleurs, une partie des eaux usées de la piscine, du restaurant et des sanitaires sont rejetées dans le sous-sol.

Il devient important que des travaux soient réalisés durant l'hiver 2023-24 afin de permettre l'ouverture de la piscine à la saison prochaine et remédier aux problématiques environnementales.

Il est donc proposé de renouveler la totalité du réseau d'eaux usées, principal et secondaire et de profiter de ces travaux pour renouveler la canalisation d'alimentation en eau potable en fouille ouverte et les raccordements électriques.

Le coût total du projet est estimé à 282 050 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Remplacement des réseaux d'eaux usées	282 050,00	100,00%
Total	282 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	282 050,00	100,00%
Total	282 050,00	100,00%

DOSSIER N° 23008047 - BOUCLES DE SEINE - Etude pour la mise en conformité des aires de jeux d'eau (qualité de l'eau)

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	8 880,00 € TTC	100,00 %	8 880,00 €
	Montant total de la subvention		8 880,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMEAG SYND MIXTE ETUD AMEN
GESTION BASE LOISIR
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS
78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : MONSIEUR GUY MULLER, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : étude pour la mise en conformité des aires de jeux d'eau.

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de permettre de réaliser les travaux avant l'été prochain, l'étude doit être mise en œuvre rapidement.

Description :

L'île de loisirs des Boucles de Seine dispose d'une aire de jeux d'eau alimentée par l'eau du lac. Au regard de l'évolution de la réglementation et notamment de l'article R 1321-1 du code de la santé publique du 29 décembre 2022, il convient de réaliser une étude afin d'envisager la mise en œuvre d'un système de filtration. Celui-ci permettrait de plus de maintenir l'aire de jeux d'eau ouverte en cas de contamination de l'eau du lac aux cyanobactéries.

Le coût total du projet est estimé à 8 880 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette étude.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude pour la mise en conformité des aires de jeux d'eau	8 880,00	100,00%
Total	8 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 880,00	100,00%
Total	8 880,00	100,00%

Annexe 2 - Fiches projets sécurité

DOSSIER N° 23006971 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - Installation de la vidéoprotection

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)

Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Imputation budgétaire : 903-39-2041582-139001-300

Action : 13900103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	600 000,00 € TTC	100,00 %	600 000,00 €
Montant total de la subvention			600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES

Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur José CACHIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation de la vidéoprotection.

Dates prévisionnelles : 19 septembre 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de rendre le dispositif opérationnel avant les JOP 2024, il est nécessaire de prévoir un démarrage anticipé.

Description :

L'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines est avec ses 600 hectares de superficie une des plus grandes d'Île-de-France mais ne possède que 7 caméras de surveillance.

Il est nécessaire de renforcer ce dispositif de sécurité en déployant 38 caméras supplémentaires sur l'ensemble du site permettant de sécuriser tant le public que les installations.

L'objectif est de rendre ce dispositif opérationnel avant les JOP 2024.

Le coût total du projet est estimé à 600 000 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de la video protection	600 000,00	100,00%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	600 000,00	100,00%
Total	600 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23008041 - CERGY-PONTOISE - Création de barrières automatiques à l'entrée et à la sortie de l'île de loisirs

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)

Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Imputation budgétaire : 903-39-2041582-139001-300

Action : 13900103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	47 368,00 € TTC	100,00 %	47 368,00 €
Montant total de la subvention			47 368,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : RUE DES ETANGS
95001 CERGY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Thibault HUMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de barrières automatiques à l'entrée et à la sortie de l'île de loisirs.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 15 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs de Cergy-Pontoise souhaite poursuivre sa politique de sécurisation de l'ensemble de ses contrôles d'accès entamée en 2018.

La fermeture et l'ouverture de l'entrée et de la sortie de l'île de loisirs se font par deux portails à double vantaux fermés par des chaînes et des cadenas. Ce dispositif est facilement vandalisable et vulnérable. Les portails à vantaux ne peuvent pas être automatisés.

D'autre part, en saison, lors de la fermeture nocturne de l'île de loisirs le portail d'entrée est fermé à 20h00, alors que le portail de sortie reste ouvert jusqu'à 23h00 pour finaliser l'évacuation de l'île de loisirs. Pendant ces 3 heures, de nombreux véhicules contrevenants prennent la voie de sortie en contre-sens pour pénétrer sur l'île de loisirs.

Enfin, la location des salles et les activités des concessionnaires nécessitent que les actuels portails soient ouverts et refermés physiquement au-delà de 23h00. Le SMEAG mobilise dès lors un veilleur de nuit.

Il est donc proposé de remplacer les portails par des barrières automatiques. Des travaux de raccordement électriques et de programmation sont nécessaires. Il faut créer des boucles de détection au sol. Les lisses des barrières seront renforcées. Elles reposeront sur des jambes de force capable de résister aux véhicules béliers.

Le coût total du projet est estimé à 47 368 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création de barrières automatiques à l'entrée et à la sortie de l'île de loisirs	47 368,00	100,00%
Total	47 368,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	47 368,00	100,00%
Total	47 368,00	100,00%

DOSSIER N° 23008049 - VAL DE SEINE - Rénovation du centre équestre pour la brigade équestre et installation de clôtures

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)

Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Imputation budgétaire : 903-39-2041582-139001-300

Action : 13900103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	335 500,00 € TTC	100,00 %	335 500,00 €
Montant total de la subvention			335 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78
Adresse administrative : CHEMIN DU ROUILLARD
78480 VERNEUIL S/SEINE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Madame Fabienne DEVEZE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagements pour la brigade équestre et installation de clôtures.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 15 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs du Val de Seine souhaite améliorer la sécurisation du site en recourant davantage à la brigade équestre d'une part et en installant des clôtures d'autre part.

- Des aménagements doivent être réalisés au centre équestre pour le rendre adapté aux chevaux de la brigade équestre et ainsi permettre plus de visites. Les box, parties communes (manège, aire de travail et paddocks) ainsi que les réseaux doivent être rénovés.

-Il est proposé par ailleurs de remplacer 80 mètres de clôtures qui ont été dégradés par des occupants.

Le coût total du projet est estimé à 335 500 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation du centre équestre pour la brigade équestre et installation de clôtures	335 500,00	100,00%
Total	335 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	335 500,00	100,00%
Total	335 500,00	100,00%

DOSSIER N° 23008053 - VAL DE SEINE - Acquisition de drones

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)

Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Imputation budgétaire : 903-39-2041582-139001-300

Action : 13900103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	23 500,00 € TTC	100,00 %	23 500,00 €
Montant total de la subvention			23 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN
AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78

Adresse administrative : CHEMIN DU ROUILLARD
78480 VERNEUIL S/SEINE

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Madame Fabienne DEVEZE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de drones.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 1 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs du Val de Seine souhaite améliorer la sécurisation de son site par l'acquisition de 2 drones. La formation du personnel est également prévue.

Le coût total du projet est estimé à 23 500 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de drones	23 500,00	100,00%
Total	23 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	23 500,00	100,00%
Total	23 500,00	100,00%

DOSSIER N° 23008055 - PORT AUX CERISES - Renforcement du système de vidéoprotection

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)

Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Imputation budgétaire : 903-39-2041582-139001-300

Action : 13900103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	28 347,00 € TTC	100,00 %	28 347,00 €
Montant total de la subvention			28 347,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR
LOISIRS
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Thierry BATTESTI, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcement du système de vidéoprotection.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Suite à une saisine du médiateur, il a été convenu à titre exceptionnel de la réaffectation de cette subvention tombée en caducité.

Description :

Depuis 2006, le Syndicat mixte de l'île de loisirs "Le Port aux Cerises" s'est progressivement équipé d'un système de vidéoprotection et de contrôle d'accès.

Le Syndicat a souhaité renforcer et centraliser le système de vidéo protection et le contrôle d'accès. Un financement régional de 238 700 € a été sollicité et accordé en 2016 pour la réalisation d'un maillage en fibre optique, afin d'en assurer une parfaite maîtrise, le remplacement de 6 caméras anciennes par de nouvelles caméras dômes avec vision infrarouge, l'installation de digicodes, la mise en place de 4 nouvelles caméras et la mise en place de 2 barrières automatiques. Une partie de la subvention est tombée en caducité. Il a été décidé, à titre exceptionnel, de réaffecter 28 347 € afin de permettre au SMEAG d'obtenir le versement du solde. Le montant total de l'opération s'élèvera finalement à 221 277 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Renforcement du système de vidéoprotection	28 347,00	100,00%
Total	28 347,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	28 347,00	100,00%
Total	28 347,00	100,00%

DOSSIER N° 23008100 - PORT AUX CERISES - Travaux de réhabilitation et d'agrandissement des écuries du centre équestre

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)

Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Imputation budgétaire : 903-39-2041582-139001-300

Action : 13900103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	194 000,00 € HT	100,00 %	194 000,00 €
Montant total de la subvention			194 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR
LOISIRS
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Thierry BATTESTI, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de réhabilitation et d'agrandissement des écuries du centre équestre.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2024 - 15 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le poney club de l'île de loisirs du Port aux Cerises accueille une brigade équestre de la Police Nationale comprenant un effectif de 15 fonctionnaires et de 6 chevaux de race cob normand. Les boxes s'avèrent étroits compte tenu de la morphologie des chevaux. Par ailleurs il convient de revoir la configuration de l'ensemble de l'espace mis à disposition de la brigade équestre (zone non sécurisée, panneaux intérieurs de boxes dégradés et dangereux, matériels vétustes et non adaptés, zone de circulation et de soins, étroite et dangereuse).

Afin de recevoir cette brigade dans de meilleures conditions, il est proposé de réhabiliter les 8 boxes actuels d'une surface totale de 110m² afin de les redimensionner en fonction de l'espace nécessaire à chacun des chevaux et la création de 3 boxes d'une surface totale de 48 m².

Le coût total du projet est estimé à 194 000 € HT.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation et d'agrandissement des écuries du centre équestre	194 000,00	100,00%
Total	194 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	194 000,00	100,00%
Total	194 000,00	100,00%

Annexe 3 - Protocole transactionnel - UCPA - REGION

<p align="center">CONCESSION DE SERVICES / DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE L'ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY (77) PROTOCOLE TRANSACTIONNEL</p>
--

ENTRE

Désignation des Parties :

D'une part, la Région Ile-de-France, dont le siège administratif est situé 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée par la délibération n° CP....., et ci-après dénommé « la Région ».

Et :

D'autre part, UCPA Sport Loisirs, association sans but lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée à la préfecture de Paris depuis le 27 octobre 2014 sous le numéro W751226628, dont le siège social est situé 21/37 rue de Stalingrad, 94741, Arcueil, répertoriée sous le SIRET n° 808 022 321 000 18, représentée par Monsieur Guillaume LEGAUT en sa qualité de Directeur Général, déclarant expressément avoir tous pouvoirs à l'effet des présentes.

IL A ETE RAPPELE CE QUI SUIT

EXPOSE PREALABLE

Par délibération CR 2017-201 du 20 décembre 2017, le Conseil Régional a approuvé le contrat de concession pour la gestion de l'île de loisirs de Vaires-Torcy avec l'UCPA sur la période 2018-2020 et a autorisé la Présidente à le signer.

Un avenant n° 1 a approuvé le montant de la prise en charge des dépenses de sécurité par la Région à hauteur de 30.000 € au titre de l'exercice 2018.

Un avenant n° 2 a eu pour objet :

1. d'asseoir la participation aux frais de sécurité de la Région pour l'année 2019 conformément aux dispositions des articles 14.1.c « prise en charge des frais de sécurité du pôle baignade » et 14.4 « clause de revoyure » du Contrat de concession ; cette participation s'est élevée à 30.000 € au titre de l'exercice 2019.
2. de prolonger la durée du Contrat de concession jusqu'au 30 avril 2021 pour permettre de finaliser la procédure de choix du délégataire à compter du 1^{er} mai 2021.
3. de définir une méthode d'indemnisation de l'UCPA en cas de fermeture de l'île de Loisirs durant la durée de prolongation du Contrat du fait de la crise sanitaire. Dans le détail, l'UCPA conserve une part du risque d'exploitation à hauteur de 10% de l'écart entre le résultat net prévu au compte prévisionnel d'exploitation et le résultat net réalisé sur la période de fermeture. La Région, quant à elle, prend en charge 90% de l'écart entre les deux résultats précités.

Par deux requêtes enregistrées au greffe du tribunal administratif de Melun le 27 juillet 2021, l'UCPA sollicite la condamnation de la Région à lui verser :

- une indemnisation du déficit d'exploitation qu'elle a subi du fait de la pandémie sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy pour un montant de 1 145 138, 50 € assorti des intérêts légaux à compter du 29 mars 2021. Ce montant se décompose comme suit :
 1. du 16 mars au 31 octobre 2020 : 872 173 €
 2. du 1^{er} novembre au 31 décembre 2020 : 227 583 €
 3. du 1^{er} janvier 2021 au 30 avril 2021 : 45 112,50 €
- une indemnisation des conséquences directes et indirectes supportées par elle du fait de la réalisation de travaux par la Région pendant son exploitation de l'île de loisirs pour un montant de 1 232 609,24 € assorti des intérêts légaux à compter du 29 mars 2021. Ce montant se décompose ainsi :
 1. au titre des surcoûts supportés du fait de la réalisation des travaux :
 - frais de gardiennage non prévus dans le contrat : 226 000 €
 - installation du réseau de fibre optique : 13 800 €
 - frais d'huissier engagés pour faire constater les désordres résultant des travaux : 14 922 €
 - surcoûts de consommation d'eau et d'électricité supportés en 2018 et 2019 du fait du raccordement des entreprises chargées de réaliser les travaux pour les besoins du chantier : 115 977,84 €
 2. Au titre des pertes d'exploitation :
 - Pour 2019 : 515 000 €
 - Pour 2020 : 346 735 €

Des discussions ont été engagées entre les parties en vue d'évaluer les conséquences financières résultant tant de la pandémie que de la réalisation de travaux sur l'exploitation par l'UCPA de l'île de loisirs de Vaires-Torcy. A cette occasion, l'UCPA a réévalué sa demande relative à l'indemnisation du déficit d'exploitation qu'elle a subi du fait de la pandémie sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy à 1.552.000 € et revu sa demande concernant l'indemnisation des conséquences directes et indirectes supportées par elle du fait de la réalisation de travaux par la Région pour la porter à 1.114.000 €.

La Région a proposé à l'UCPA les montants d'indemnisation suivants :

- une indemnisation du déficit d'exploitation qu'elle a subi du fait de la pandémie sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy pour un montant de 970 000 €. Ce montant se décompose comme suit :
 1. du 16 mars au 31 octobre 2020 : 649 000 €
 2. du 1^{er} novembre au 31 décembre 2020 : 0 €
 3. du 1^{er} janvier 2021 au 30 avril 2021 : 321 000 €
- une indemnisation des conséquences directes et indirectes supportées par l'UCPA du fait de la réalisation de travaux par la Région pendant son exploitation de l'île de loisirs pour un montant de 937 320 €. Ce montant se décompose ainsi :

1. au titre des surcoûts supportés du fait de la réalisation des travaux :
 - frais de gardiennage non prévus dans le contrat : 227 000 €
 - frais de raccordement à la fibre optique pris en charge par le délégataire : 13 760€
 - surcoût entraîné par la fuite d'eau survenue à l'Open-Set pendant les travaux : 8 560€
2. Au titre des pertes d'exploitation :
 - Pour 2019 : 515 000 €
 - Pour 2020 : 173 000 €

Les écarts constatés entre les demandes initiales de l'UCPA et les propositions de la Région sont dus en particulier aux éléments suivants :

- L'UCPA a revu à la hausse lors des négociations avec les services régionaux certaines des pertes présentées initialement au Tribunal administratif,
- L'UCPA a demandé des indemnisations sur la base de bénéfices prévisionnels non réalisés,
- L'UCPA a demandé l'indemnisation de certaines pertes en 2020 alors même que l'Île de Loisirs présentait aussi des pertes sur les mêmes mois d'automne et d'hiver en 2018 et 2019,
- Des factures intégrées dans le surcoût des travaux n'étaient pas liées à la perte sur Travaux et ont été traitées à part par les services régionaux.

Ces discussions ont permis de parvenir à un accord amiable, entériné par le présent protocole d'accord transactionnel.

Cet accord met un terme définitif aux différends qui opposent les parties au sujet de l'exploitation par l'UCPA de l'île de loisirs de Vaires-Torcy sur la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 avril 2021.

Le présent protocole d'accord transactionnel a donc été convenu entre les parties. Il constitue un tout indivisible de telle sorte que nul ne peut se prévaloir d'une stipulation isolée et l'opposer indépendamment du tout.

En conséquence, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1- OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme aux différends opposant les parties et de mettre fin aux différends susceptibles nés entre ces dernières liés à l'exploitation par l'UCPA de l'île de loisirs de Vaires-Torcy sur la période courant du 1^{er} janvier 2018 au 30 avril 2021.

Le présent protocole d'accord transactionnel fait ainsi définitivement obstacle à toute future

instance ou action, de quelque nature que ce soit, ayant trait à la réparation des préjudices allégués par l'UCPA résultant de l'exécution de la délégation de service public précitée.

ARTICLE 2 – CONCESSIONS RECIPROQUES

2.1 Engagements et concessions de la Région Île-de-France

Sans que cela ne puisse emporter, d'une quelconque manière que ce soit, reconnaissance même partielle de responsabilité de la Région Île-de-France ou du bien-fondé des positions de l'UCPA et en contrepartie des engagements et concessions de celle-ci tels que stipulés ci-dessous à l'article 2.2, la Région Île-de-France accepte de :

- Verser à l'UCPA, sur le fondement de l'imprévision, une somme de 970 000 € TTC, au titre du déficit d'exploitation qu'elle a subi du fait de la pandémie sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy compte tenu des aides de l'Etat perçues par l'association, soit :
 - Pour la période du 16 mars au 31 octobre 2020 : la Région accepte de prendre en charge le déficit réel subi par son ex-délégataire, soit pour un montant de 649 000 €.
 - Pour la période du 1^{er} novembre au 31 décembre 2020 : l'UCPA accepte que cette période ne fasse pas l'objet d'une indemnisation. En effet, habituellement cette période hors pandémie est déficitaire. Ainsi, les résultats des mois de novembre et décembre 2019 et 2018 sont respectivement de -171 K€ et -234 K€, soit un niveau équivalent à celui réalisé fin 2020 malgré la crise sanitaire.
 - Pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2021 : 321 00 € équivalents selon l'avenant n°2 susmentionné à 90% de l'écart constaté entre le résultat net prévu au compte prévisionnel d'exploitation et le résultat net réalisé sur la période de fermeture.
- Verser à l'UCPA une somme de 937 320 € au titre de l'impact des travaux sur les comptes 2019 et 2020 comprenant :
 - Frais de gardiennage du fait de la défaillance de la SSI et du contrôle d'accès : 227 000 €
 - Frais de raccordement à la fibre optique pris en charge par le délégataire : 13 760€
 - Surcoût entraîné par la fuite d'eau survenue à l'Open-Set pendant les travaux : 8 560€
 - Perte d'exploitation sur 2019 : 515 000 €
 - Perte d'exploitation sur 2020 : 173 000 €

Par ailleurs, l'UCPA a provisionné dans ses comptes un montant de 1.049.099,39 € pour le renouvellement du matériel et du mobilier, dont 681 254,55 € au titre du contrat d'affermage de 2007 à 2017 et 367.844, 84 € au titre de la période 2018-2020, cette somme devant être restituée à la Région à l'issue de la délégation. Les deux provisions précitées ne sont pas prescrites.

Soit une somme d'un montant total de 1.049.099,39 €, objet de 2 titres de recettes n°3158-2023 et n°3159- 2023 que l'UCPA accepte de restituer à la Région une fois que celle-ci aura

effectué le paiement à l'UCPA des sommes qu'elle s'est engagée à régler au titre du présent protocole.

2.2 Engagements et concessions de l'UCPA

En contrepartie des engagements et concessions de la Région Île-de-France, tels que stipulés ci-dessus à l'article 2.1, l'UCPA renonce à :

- maintenir ses demandes indemnitaires telles que portées dans ses requêtes enregistrées par le Tribunal administratif de Melun le 27 juillet 2021 ;
- percevoir et solliciter ultérieurement de la Région Île-de-France le versement de toute autre somme que celles consenties à l'article 2.1 ;
- introduire tout autre recours amiable ou contentieux devant quelque instance que ce soit, ayant un lien avec l'exécution de la délégation de service public conclue entre les Parties et ayant notamment pour objet ou pour effet de demander une rémunération supplémentaire.

ARTICLE 3 - CONFIDENTIALITE

Les Parties déclarent que les termes ainsi que l'existence du présent protocole transactionnel resteront confidentiels pendant une période de dix (10) ans à compter de sa date de signature, sans préjudice des règles organisant son adoption par une collectivité territoriale, relatives à l'obligation d'information du conseil régional devant autoriser le président à signer.

Le présent protocole transactionnel pourra, toutefois, être produit en justice ou en expertise par l'une ou l'autre des parties pour les besoins de son exécution ou être produit, à leur demande, aux administrations sociales, fiscales ou toute autre autorité qui pourrait en faire légitimement la demande ainsi que leurs assureurs respectifs et leurs commissaires aux comptes.

La Partie tenue de rendre public le présent protocole en informera par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception l'autre partie individuellement, quinze (15) jours au plus tard avant ladite communication ou, si la demande en est faite dans ce délai, dans les meilleurs délais.

A compter de la date de signature du présent protocole, les parties s'engagent à conserver une discrétion absolue pendant une période de dix (10) ans sur l'ensemble des échanges ayant abouti au présent protocole.

Les Parties reconnaissent que la violation des dispositions de la présente disposition est susceptible de les exposer, le cas échéant, à des poursuites judiciaires nonobstant la signature du présent protocole transactionnel.

ARTICLE 4 - VALEUR TRANSACTIONNELLE

Les parties reconnaissent que la transaction contenue dans le présent accord fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite par l'une ou l'autre des parties d'une action en justice ayant le même objet, dans les termes de l'article 2052 du code civil, c'est-à-dire la délégation de service public portant sur l'exploitation de l'île de loisirs de Vaires-Torcy conclue par les parties.

En conséquence, cet accord a, entre les Parties, l'autorité de la chose jugée. Il ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion, et vaut extinction irrévocable de toutes les contestations nées ou à naître entre les Parties, couvertes par son objet, précédemment exposé, à l'exception de celles relatives à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente transaction.

ARTICLE 5 - ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par la Région à l'UCPA, après accomplissement des formalités de transmission en préfecture, conformément aux dispositions de l'article L 4141-1 du code général des collectivités territoriales.

En trois exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Le

La Région Ile-de-France

UCPA Sport Loisirs

**La Présidente du Conseil Régional
Valérie PECRESSE**

**Le Directeur Général
Guillaume LEGAUT**

**Dument habilité par la délibération de la
commission permanente**

N° CP

Du

Annexe 4 - Protocole d'accord

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE

La **REGION ILE DE FRANCE**, représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, dûment habilitée par une délibération de la Commission permanente n° CP 2023-386 en date du 17 novembre 2023 [**Annexe n°1**] et domiciliée en cette qualité 2, rue Simone Veil à SAINT-OUEN SUR SEINE (93400), **maître d'ouvrage**,

Ci-après dénommée « **la Région** »

D'UNE PART,

ET

La **société DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION**, société par actions simplifiée inscrite au registre du commerce et des sociétés de Metz sous le numéro SIREN 790 843 411, dont le siège social est sis 17, rue de Venizelos, à MONTIGNY-LES-METZ (57950), représentée par Monsieur Jérémie MARCHAND, en sa qualité de Directeur Délégué Nord Est, dûment habilité,

Agissant pour elle-même et son cotraitant ci-après désigné, en qualité de **mandataire solidaire du groupement conjoint titulaire du lot n°4 « Revêtements de façade » du marché de travaux n°1500185** constitué avec la société RUBNER CONSTRUCTION BOIS, société par actions simplifiée inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro SIREN 523 256 329, dont le siège social est situé 2, allée du Lazio à SAINT-PRIEST (69800).

Ci-après dénommée « **la société DEMATHIEU BARD** »

D'AUTRE PART,

Ensemble dénommées ci-après les « **Parties** », ou individuellement la « **Partie** »,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI

1. Le site sportif de l'Ile-de-Vaires (ci-après l'« **Ile-de-Vaires** »), qui appartient à la Région, a été créé en 1991 et aménagé sur d'anciennes carrières de sable. Dans le cadre de la candidature de la ville de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques 2024, la Région a souhaité développer l'Ile-de-Vaires en créant un parcours d'eaux vives pour la pratique du canoë-kayak et de l'aviron ainsi que des équipements d'accueil, d'hébergement, de restauration et de formation (ci-après, ensemble, le « **Projet** »).

2. Dans le cadre de la réalisation du Projet, la maîtrise d'ouvrage a été déléguée à la Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne (ci-après la « **SAERP** »), devenue en 2019 la société Ile-de-France Construction Durable (ci-après « **IDF CD** »), es qualité de mandataire, en vue de la passation du marché de travaux n°1500185 alloti en dix-sept lots (« **le Marché** ») avec un délai d'exécution global de 26 mois.

3. Parmi eux, le lot n°4 « *Revêtement de façades* » a été attribué au groupement d'entreprises conjoint constitué de la société DEMATHIEU BARD, mandataire solidaire, et de la société RUBNER, co-traitant.

4. Le 23 novembre 2015, un acte d'engagement fixant un montant global et forfaitaire de 813 390 € HT, soit 976 068 € TTC - incluant l'option 5 « *Stockage de bateaux en extérieur* » - leur est notifié, ainsi qu'un ordre de service de démarrage des travaux.

5. Au sein du groupement conjoint, la société DEMATHIEU BARD assurait l'encadrement ainsi que les travaux correspondant à l'option 5 « *Stockage de bateaux en extérieur* » levée par le maître d'ouvrage, des prestations respectivement chiffrées à 37 343 € HT et 33 990 € HT, et la société RUBNER assurait l'intégralité des travaux de revêtements des façades pour un montant global de 742 057 € HT.

6. L'exécution du Marché s'est toutefois heurtée à de graves difficultés, en particulier sur le plan géotechnique mais aussi météorologique.

Ces évènements ont justifié la conduite de deux expertises ordonnées par le juge des référés du tribunal administratif de Melun par des ordonnances en date du 31 juillet 2018 pour l'instance n°1709769 et du 7 janvier 2020 pour l'instance n°1903218.

La première de ces expertises, portant sur les aspects géotechniques susvisés et l'allongement des délais d'exécution en résultant est toujours en cours : elle est désormais confiée à l'expert Monsieur Franck BARBET, en succession de Monsieur Gérard PICOD, assisté d'un sapiteur économiste de la construction, Monsieur Mathieu BORDET. Les sociétés DEMATHIEU BARD et RUBNER sont parties à cette expertise (« **l'Expertise** »).

La seconde expertise confiée à M. GOMEZ portait sur la crue de la Marne et l'inondation consécutive du chantier survenue le 24 janvier 2018. L'Expert judiciaire a déposé son rapport le 20 janvier 2021 en concluant que le débordement de la Marne dans le lac de Vaires-sur-Marne était un phénomène exceptionnel et imprévisible.

7. Le 27 juin 2018, la réception partielle des travaux relatifs au Pôle 1 (pôle sportif), aux Pôles 2 et 3 (pôle hébergement et pôle loisirs nautiques), au bâtiment de la tour d'arrivée d'eau plate et aux aménagements extérieurs nécessaires à leur fonctionnement, réalisés par le groupement titulaire du lot n°4, est prononcée avec réserves.

Par notification du 4 mars 2020, les réceptions partielles du bâtiment d'arrivée eaux vives et du pôle 4 ont été prononcées aux dates respectives des 20 juin 2019 et 26 août 2019. Cette dernière date de réception est considérée comme la réception finale.

8. Le 21 janvier 2020, les réserves de la réception sont levées.

S'agissant des désordres apparus sur les différents ouvrages au cours de la période de parfait achèvement, la Région a prolongé la garantie de parfait achèvement le 5 novembre 2020. A la suite des interventions de la société DEMATHIEU BARD et de son cotraitant RUBNER, les derniers désordres ont été résolus le 28 juillet 2023.

9. Le lot n°4 a fait l'objet d'un projet de décompte final notifié par la société DEMATHIEU BARD le 28 janvier 2021 au montant arrêté de 1 109 092,68 TTC, d'un projet de décompte général notifié par la société DEMATHIEU BARD le 27 mai 2021 et, enfin, d'un décompte général notifié par la Région le 14 juin 2021, au montant arrêté de 950 172,83 euros TTC.

10. La société DEMATHIEU BARD a signifié à la Région son refus de signer le décompte général le 5 juillet 2021 et lui a transmis le mémoire en réclamation de la société RUBNER.

Cette contestation comprend notamment une réserve expresse relative à l'application de pénalités d'un montant de 56 470,14€ de sorte que le décompte général ne peut pas être considéré comme ayant acquis un caractère définitif et intangible.

11. Par une requête en date du 18 février 2022, actuellement enregistrée auprès de la cour administrative d'appel de Paris sous le numéro 22PA01917, la société DEMATHIEU BARD a introduit en sa qualité de mandataire solidaire un recours au fond visant à ce que le décompte du marché soit fixé à 923.995,78 € HT, soit 1.109.092,68 € TTC (ci-après le « **Recours** »).

A ce titre, la société DEMATHIEU BARD formule des demandes tendant notamment :

- à la décharge de pénalités et réfections appliquées à hauteur de 58.970,14 € (56.470,14€ + 2.500€) ;
- au paiement d'une somme de 76.213,08 € HT à parfaire au titre du solde du marché demeurant à régler, assortie de la révision des prix, des intérêts moratoires au taux BCE + 8 points à compter du 5 août 2021 et de leur capitalisation ;
- au paiement de l'indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 € au titre du retard dans le paiement du solde du marché ;
- au paiement d'une somme de 15.173,52 € HT au titre des travaux modificatifs et supplémentaires indispensables, assortie de la TVA à 20 %, des intérêts moratoires au taux BCE + 8 points à compter du 5 août 2021 et de leur capitalisation ;
- au paiement d'une somme de 56.422,54 € au titre de la rémunération complémentaire qui lui est due au regard des surcoûts supportés du fait de l'allongement du délai global d'exécution, assortie de la TVA à 20 %, des intérêts moratoires au taux BCE + 8 points à compter du 5 août 2021 et de leur capitalisation ;
- au paiement de la somme de 5.000 € au titre de l'article L.761-1 du Code de justice administrative.

L'instance relative au Recours est pendante.

12. C'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées en vue de parvenir à un accord permettant de solder définitivement les comptes du lot n°4 du Marché et de mettre ainsi fin au différend les opposant, par des concessions réciproques dont les termes sont repris au présent protocole.

CECI ETANT PRECISE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 – Objet du protocole d'accord transactionnel

Le protocole d'accord transactionnel a pour objet de mettre un terme de manière ferme, irrévocable et définitive au différend et recours opposant les Parties, tels qu'ils ont été exposés en préambule, et portant de façon générale sur les conditions d'exécution du lot n°4 du Marché, de façon à valoir solde de tout compte entre les Parties.

Le présent protocole porte en conséquence sur :

- le règlement global et définitif des comptes entre la Région et la société DEMATHIEU BARD, en qualité de mandataire solidaire du groupement conjoint titulaire du lot n°4 au titre de l'exécution du Marché et, à cet effet, la détermination du solde de ce lot n°4 et des conditions de son règlement ;
- la levée des réserves correspondant aux différents désordres apparus durant la période de parfait achèvement, l'arrêt de toute prolongation de la garantie de parfait achèvement et la libération consécutive des cautions fournies par les sociétés DEMATHIEU BARD et RUBNER au titre de la retenue de garantie.
- en conséquence, les renonciations réciproques des Parties à tout ou partie de leurs demandes formulées dans le cadre de l'instance n°22PA01917 devant la Cour administrative d'appel de Paris ;
- et en définitive, les modalités selon lesquelles les Parties se désistent de l'instance susvisées.

Article 2 – Engagements de la Région

En contrepartie des engagements de la société DEMATHIEU BARD prévus à l'article 3 ci-après, la Région :

- i. Accepte de renoncer à l'application de pénalités de retard à hauteur de 56 470,14 € réparties selon **l'annexe 2** et de réintégrer cette somme au montant du Marché ;
- ii. Accepte de rectifier le décompte général et définitif du lot n°4 du Marché conformément à l'article 4 ci-après et en conséquence d'arrêter le montant définitif du Marché à 1 018 025,23 € TTC, en ce compris les intérêts moratoires décomptés avec une date prévisionnelle de paiement au 15 décembre 2023 pour un montant de 11 382,26 € et la décharge des pénalités pour un montant de 56 470,14 € précité ;
- iii. Notifiera à la société DEMATHIEU BARD, en qualité de mandataire solidaire du groupement conjoint, dans les 15 (quinze) jours calendaires suivant l'entrée en vigueur du Protocole telle que prévue à l'article 7, un courrier confirmant que tous les désordres signalés durant la période de parfait achèvement au titre du lot n°4 ont été résolus et mettant donc expressément un terme à la prolongation de la garantie de parfait achèvement.
- iv. Notifiera aux établissements bancaires désignés ci-dessous, dans les 15 (quinze) jours calendaires suivant l'entrée en vigueur du Protocole telle que prévue à l'article 7, des courriers confirmant que les réserves émises à la réception et les désordres signalés durant la période de parfait achèvement ont tous été résolus et que les cautions et/ou garanties à première demande fournies par les sociétés DEMATHIEU BARD et RUBNER peuvent être libérées :

- Garantie à première demande fournie par DEMATHIEU BARD pour un montant de 4.279,98 € et souscrite auprès de ATRADIUS CREDIT INSURANCE NV (Client 537093 / Contrat n°373909 / Caution n°62).
- Caution fournie par RUBNER pour un montant de 44 523,53 € : MONTE PASCHI DI SIENNA FRANCE (réf. 57196).

Une copie de ces courriers est adressée dans le même délai aux sociétés DEMATHIEU BARD et RUBNER.

- v. Transmettra à la Cour administrative d'appel de Paris, dans un délai de huit (8) jours calendaires suivant la réception de la notification « Telecours » du mémoire en désistement d'instance et d'action de la société DEMATHIEU BARD prévu à l'article 3 ci-après, un mémoire d'acceptation dudit désistement ;
- vi. Règlera à la société DEMATHIEU BARD, en qualité de mandataire solidaire du groupement conjoint, une somme globale, définitive et forfaitaire de 91 575,29 € T.T.C, incluant notamment la somme de 956,17 € au titre de la retenue de garantie, les intérêts moratoires pour un montant de 11 382,26 € avec une date prévisionnelle de paiement au 15 décembre 2023 et la décharge des pénalités pour un montant de 56 470,14 € précité, au titre du solde du Marché, valant solde de tout compte. Cette somme sera versée dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de l'entrée en vigueur du protocole d'accord transactionnel telle que prévue à l'article 7 ci-après sur le compte bancaire ouvert pour l'exécution du Marché dont les coordonnées sont rappelées à toutes fins :

			
SOCIETE GENERALE			
RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE			
TITULAIRE DU COMPTE			
DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION			
17 RUE VENIZELOS			
57950 MONTIGNY LES METZ			
DOMICILIATION : METZ (02450)			
Banque	Guichet	N° de compte	Clé RIB
30003	02450	00020261405	21
Identification Internationale (IBAN)			
IBAN FR76 3000 3024 5000 0202 6140 521			
Identification internationale de la Banque (BIC)			
SOGEFRPP			

En cas de méconnaissance du délai ci-dessus, les sommes dues porteront intérêt au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

- vii. Renonce à poursuivre et/ou initier toute réclamation, instance ou action, amiable ou contentieuse, de quelque nature et sur quelque fondement que ce soit, au titre de l'établissement des comptes du lot n°4 du Marché et de l'exécution du décompte général et définitif rectificatif prévu à l'article 4 ci-après, à l'encontre de la société DEMATHIEU BARD et/ou de la société RUBNER ;
- viii. S'engage à demander par écrit à l'Expert judiciaire (M. BARBET), après l'entrée en vigueur du présent Protocole, la mise hors de cause de la société RUBNER.

Article 3 – Engagements de la société DEMATHIEU BARD

En contrepartie des engagements de la Région prévus à l'article 2 ci-dessus, la société DEMATHIEU BARD, en qualité de mandataire solidaire du groupement conjoint titulaire du lot n°4 du Marché :

- i. Approuve le décompte général et définitif rectificatif du lot n°4 du Marché conformément à l'article 4 ci-après, et en conséquence, accepte que le montant définitif du Marché soit fixé à 1 018 025,23 €€ TTC et que le solde restant à percevoir par la société DEMATHIEU BARD soit arrêté à 91 575,29 € TTC, incluant notamment la somme de 956,17 € au titre de la retenue de garantie, les intérêts moratoires décomptés avec une date prévisionnelle de paiement au 15 décembre 2023 pour un montant de 11 382,26 € et la décharge des pénalités pour un montant de 56 470,14 € précité, et s'estime intégralement remplie de ses droits par le règlement de cette dernière ;
- ii. Fait son affaire des sommes qui pourraient être réclamées par le sous-traitant de RUBNER, AB BAT, au titre du paiement direct et s'engage le cas échéant à relever et garantir la Région des sommes qui auraient pu être versées par la Région à la société AB BAT à la suite d'une condamnation sur le fondement d'une demande de paiement direct ;
- iii. Accepte de renoncer au surplus de ses demandes formulées à l'appui de son projet de décompte final et aux sommes réclamées dans le cadre de l'instance contentieuse n°22PA01917 à l'encontre du maître d'ouvrage, pour la part non satisfaite dans le cadre du présent protocole ;
- iv. S'engage, en conséquence, à informer immédiatement la Région de la réception, sur le compte bancaire ouvert pour l'exécution du Marché, du solde du Marché tel que prévu à l'article 2 du Protocole et à se désister purement et simplement du Recours en envoyant à la Cour administrative d'appel de PARIS un mémoire en désistement d'instance et d'action conformément au modèle joint en **annexe 3**, dans un délai cinq (5) jours calendaires suivant cette information ;
- v. Renonce en conséquence définitivement et irrévocablement à poursuivre et/ou initier toute réclamation, instance ou action, amiable ou contentieuse, de quelque nature et sur quelque fondement que ce soit, à l'encontre de la Région, qui trouverait sa cause ou son origine dans l'exécution des travaux du lot n°4 du Marché, en ce compris les demandes formulées par la société RUBNER dans le cadre de l'Expertise ;
- vi. Garantit la Région du respect par la société RUBNER, en sa qualité de membre du groupement dont elle est le mandataire solidaire, de l'ensemble des engagements du présent article et plus généralement des stipulations du présent protocole ;
- vii. S'engage à demander par écrit à l'Expert judiciaire (M. BARBET), après l'entrée en vigueur du présent Protocole, la mise hors de cause de la société RUBNER.

Les Parties reconnaissent que leurs concessions réciproques sont uniquement destinées à mettre un terme au différend qui les oppose et ne pourront en aucune façon être considérées comme emportant une quelconque reconnaissance de responsabilité de l'une ou l'autre des parties, quel que soit le fondement juridique de cette responsabilité, au titre du différend visé en préambule, ni acquiescement aux positions et prétentions de l'autre partie.

Article 4 – Décompte général et définitif du lot n°4 du Marché

Compte tenu des engagements et concessions réciproques des Parties figurant aux articles 2 et 3 ci-dessus, le décompte général et définitif rectificatif du lot n°4 du Marché est arrêté à un montant de 1 018 025,23 € TTC.

Ce montant intègre un montant de taxe sur la valeur ajoutée de 167 773,83 €, les intérêts moratoires dus à la société DEMATHIEU BARD et décomptés à la date prévisionnelle de paiement au 15 décembre 2023, ainsi que la décharge des pénalités pour un montant de 56.470,14€.

Ce décompte général et définitif rectificatif est joint au présent protocole en **annexe 4**.

Article 5 – Portée du protocole d'accord transactionnel

Le présent protocole constitue une transaction régie par les principes issus des articles 2044 et suivants du code civil.

Il revêt l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Il doit être exécuté de bonne foi et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

Il vaut également décompte général et définitif du lot n°4 du Marché et emporte par conséquent clôture définitive des comptes dudit marché au sens de l'article 1269 du code de procédure civile et de l'article 13 du CCAG-Travaux.

Le présent protocole emporte levée des réserves correspondant aux désordres signalés lors de la période de parfait achèvement à sa date de signature.

Le champ d'application du présent protocole ne s'étend toutefois pas à la mise en jeu des garanties légales des constructeurs.

Article 6 – Droit applicable et compétence juridictionnelle

Le protocole d'accord transactionnel et les droits et obligations en découlant pour chacune des Parties seront régis et interprétés conformément au droit français.

Les Parties conviennent, conformément aux dispositions légales, que tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution du présent protocole relèvera de la compétence de la Cour administrative d'appel de Paris.

Article 7 – Entrée en vigueur

Le protocole d'accord transactionnel entrera en vigueur à sa date de signature par les Parties.

Article 8 – Frais, dépens et honoraires

Chacune des Parties conserve à sa charge l'intégralité des frais, dépens et honoraires qu'elle a respectivement exposés dans le cadre (i) du Recours, (ii) de l'expertise judiciaire relative à l'instance n°1709769 dès lors qu'ils sont en lien avec le lot n°4 du Marché, et (iii) de la rédaction du présent protocole.

Article 9 – Confidentialité

Les Parties s'engagent à conserver au différend exposé et au présent protocole un caractère strictement confidentiel, sauf pour celles-ci à se prévaloir de cet accord devant les juridictions pour en exiger le respect des termes ou demander à ce que soit sanctionné leur non-respect.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas pour le cas où l'une ou l'autre des Parties aurait besoin de justifier auprès de l'administration fiscale des écritures passées en exécution du présent accord.

Elle ne s'applique pas non plus aux experts comptables, commissaires aux comptes ou assureurs des Parties, ceux-ci étant soumis au secret professionnel à l'égard de leur client.

Cette obligation de confidentialité ne s'oppose pas à la communication de la présente convention aux élus du Conseil Régional conformément aux dispositions des articles L. 4132-17 et suivants du code général des collectivités territoriales ou de tout autre texte faisant obligation à la Région d'en assurer communication.

Article 10 – Signature électronique

Le présent acte est signé par chacune des Parties au moyen d'un procédé de signature électronique avancée (SEA) mis en œuvre par un prestataire tiers, DocuSign, qui garantit la sécurité et l'intégrité des exemplaires numériques conformément à l'article 1367 du Code civil et au décret d'application n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique, transposant le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Les Parties conviennent expressément que l'acte, signé électroniquement via DocuSign : (i) constitue l'original ; (ii) constitue une preuve littérale au sens de l'article 1316-1 du Code civil (i.e. il a la même valeur probante qu'un écrit signé de façon manuscrite sur support papier et pourra valablement être opposé aux Parties) ; (iii) sa signature électronique doit être considérée comme une signature originale, et (iv) est susceptible d'être produit en justice, à titre de preuve littérale, en cas de litiges, y compris dans les litiges opposant les Parties. En conséquence, les Parties reconnaissent que l'acte signé électroniquement vaut preuve de son contenu, de l'identité du signataire et de son consentement.

Conformément à l'alinéa 4 de l'article 1375 du Code civil, l'acte est établi en un seul exemplaire numérique original, dont une copie sera délivrée à chacune des Parties directement par DocuSign, qui est en charge de la mise en œuvre de la solution de signature électronique avancée dans les conditions requises par l'article 1367 du Code civil et au décret d'application n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

Pour la société DEMATHIEU BARD

Jérémie Marchand

Directeur Délégué Nord Est

A,

le

Pour la Région Ile-de-France

**Pour la présidente dûment habilitée par la
délibération n° CP 2023-386 [Annexe 1] et
par délégation**

A.....,

le

Annexes

Annexe 1 – Délibération de la commission permanente de la Région Ile de France n° CP 2023-386

Annexe 2 – Clefs de répartition des pénalités entre DEMATHIEU BARD et RUBNER

Annexe 3 – Modèle de mémoire en désistement d'instance et d'action

Annexe 4 – Décompte général et définitif rectificatif du lot n°4 « *Revêtements de façade* » du marché de travaux n°1500185



**DEVELOPPEMENT DU SITE SPORTIF
DE L'ILE DE VAIRES SUR MARNE**

LOT N° 4 – REVETEMENTS DE FACADE

Groupement DEMATHIEU BARD / RUBNER

Répartition des pénalités

NOM ENTREPRISE	MONTANT PENALITE	%
DEMATHIEU BARD (mandataire)	35 881,83 €	63,54 %
RUBNER (co-traitant)	20 588,31 €	36,46 %
TOTAL GENERAL	56 470,14 €	100 %

AFF. : DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION / RIF ILE DE VAIRES
(CONTENTIEUX LOT 4)
42786 – AF/HV/KM

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN

MEMOIRE EN DESISTEMENT D'INSTANCE ET D'ACTION

POUR :

La société DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION,
En qualité de **mandataire solidaire du groupement conjoint titulaire du lot n°4**

Requérante

Ayant pour avocat : **Maître Hugues VIGNON**
(FRECHE & ASSOCIES A.A.R.P.I.)
Avocat au Barreau de Paris
21, avenue Victor Hugo – 75116 Paris

CONTRE :

1. **La REGION ILE DE FRANCE** (Pôle des politiques sportives, de santé, de solidarité et de sécurité (PS4). Direction des Sports, des Loisirs et de la Citoyenneté), sise 2, rue Simone Veil à SAINT-OUEN (93400), prise en la personne de sa Présidente.
En qualité de maître d'ouvrage.

2. **La société ILE DE FRANCE CONSTRUCTION DURABLE (IDFCD),**
Société publique locale immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 562 130 666 et dont le siège social est situé 90-92, avenue du Général Leclerc à PANTIN (93500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.
En qualité de maître d'ouvrage délégué.

3. La société AUER WEBER ASSOZIIERTE GMBH,

Société étrangère non immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, dont le siège social est situé Sandstrasse 33 à MUNICH (80335) en Allemagne, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

En qualité d'architecte et de mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre.

4. La société OCTANT ARCHITECTURE

Société d'exercice libéral par actions simplifiée immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Rouen sous le numéro 316 203 140 et dont le siège social est situé 11, rue Dumont d'Urville à ROUEN (76000), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

En qualité d'architecte, cotraitant du groupement de maîtrise d'œuvre.

5. Me Philippe LEBLAY, résidant 46, rampe Beauvoisine – BP596 à ROUEN (76000).

En qualité de liquidateur judiciaire de la société OCTANT ARCHITECTURE suivant jugement rendu par le Tribunal de commerce de Rouen le 9 mars 2021.

6. La société TRACTEBEL ENGINEERING

Société anonyme immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 309 103 877 et dont le siège social est situé 5, rue du 19 mars 1962 à GENNEVILLIERS (92622), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

En qualité de BET Structures, cotraitant du groupement de maîtrise d'œuvre et de titulaire de la mission G4.

7. La société I.P.C.S.

Société à responsabilité limitée immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 428 130 884 et dont le siège social est situé 11, rue Stanislas à PARIS (75006), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

En qualité de titulaire de la mission OPC.

8. La société AROBAT

Société à responsabilité limitée immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lille sous le numéro 391 066 289 et dont le siège social est situé boulevard d'Armentières – Bâtiment The Link – Site de La Plaine Images à ROUBAIX (59100), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

En qualité de titulaire de la mission de synthèse.

9. La société BTP CONSULTANTS

Société par actions simplifiée immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 408 422 525 et dont le siège social est situé 1, place Charles de Gaulle à MONTIGNY-LE-BRETONNEUX (78180), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

En qualité de contrôleur technique.

10. La société ANTEA FRANCE

Société par actions simplifiée immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Orléans sous le numéro 393 206 735 et dont le siège social est situé 803, boulevard Duhamel du Monceau à OLIVET (45160), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

En qualité de titulaire des missions G2 et G4.

11. La société CHARIER

Société par actions simplifiée immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nantes sous le numéro 305 319 477 et dont le siège social est situé 2bis, rue des Meuniers à COUËRON (44220), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

En qualité de cotraitant et de mandataire solidaire du groupement conjoint titulaire du lot n°2.

12. La société CHARIER GC

Société par actions simplifiée à associé unique immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nantes sous le numéro 320 651 706 et dont le siège social est situé 2, rue des Meuniers – La Barrière Noire à COUËRON (44220), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

En qualité de cotraitant du groupement conjoint titulaire du lot n°2.

Défenderesses

Instance n°2201648

DISCUSSION

Par une requête enregistrée le 18 février 2022, DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION a sollicité :

- La fixation du décompte du marché à 923.995,78 € HT, soit 1.109.092,68 € TTC ;
- La décharge des pénalités et réfections appliquées à hauteur de 58.970,14 € (56.470,14 + 2.500) et leur réintégration au décompte du marché ;
- La condamnation *in solidum* de la Région Ile-de-France et de la société ILE DE FRANCE CONSTRUCTION DURABLE à lui verser :
 - o La somme de 76.213,08 € HT à parfaire au titre du solde du marché demeurant à régler, assortie de la révision des prix, de la TVA à 20 %, des intérêts moratoires au taux BCE + 8 points à compter du 5 août 2021 et de leur capitalisation ;
 - o L'indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 € au titre du retard dans le paiement du solde du marché ;
 - o La somme de 15.173,52 € HT au titre des travaux modificatifs et supplémentaires indispensables, assortie de la TVA à 20 %, des intérêts moratoires au taux BCE + 8 points à compter du 5 août 2021 et de leur capitalisation ;
- La condamnation *in solidum* de la Région Ile-de-France et des sociétés ILE DE FRANCE CONSTRUCTION DURABLE, AUER WEBER ASSOZIIERTE GMBH, OCTANT ARCHITECTURE représentée par son liquidateur judiciaire Me Philippe LEBLAY, TRACTEBEL ENGINEERING, I.P.C.S., AROBAT, BTP CONSULTANTS, ANTEA FRANCE, CHARIER et CHARIER GC à lui verser :
 - o La somme de 56.422,54 € au titre de la rémunération complémentaire qui lui est due au regard des surcoûts supportés du fait de l'allongement du délai global d'exécution, assortie de la TVA à 20 %, des intérêts moratoires au taux BCE + 8 points à compter du 5 août 2021 et de leur capitalisation ;
 - o La somme de 5.000 € au titre de l'article L.761-1 du Code de justice administrative.

Parallèlement à cette procédure, la Région Ile-de-France et DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION ont entamé des discussions qui ont permis aux parties d'aboutir à un accord amiable. En vertu de celui-ci, **DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION se désiste d'instance et d'action au seul profit de la Région Ile-de-France.**

PAR CES MOTIFS

Et tous autres à produire, déduire ou suppléer, au besoin d'office, la société DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION conclut à ce qu'il plaise au Tribunal administratif de Melun de :

- **LUI DONNER ACTE** de son désistement d'instance et d'action au seul profit de la Région Ile-de-France.

Paris, le [REDACTED] 2023

FRECHE & ASSOCIES AARPI
AVOCATS AU BARREAU DE PARIS
21, AVENUE VICTOR HUGO – 75116 PARIS
TÉL. : 01.44.17.13.13 – FAX :
01.44.17.13.00
TOUTIER 211

INVENTAIRE DES PIÈCES COMMUNIQUÉES

Pièces communiquées le 18 février 2022 à l'appui de la requête :

1. Acte d'engagement
2. CCAP
3. Courriers RIF prolongeant la GPA
4. Projet de décompte final du 28 janvier 2021
5. Courrier de notification du projet de décompte général du 27 mai 2021
6. Décompte général notifié le 14 juin 2021
7. Courrier DBC du 5 juillet 2021 et mémoire en réclamation
8. E-mail IDFCD du 20 décembre 2021
9. Devis RUBNER n°9 du 3 juillet 2017
10. Devis RUBNER n°10 du 12 juillet 2017
11. Avenant du 6 août 2018
12. Devis RUBNER n°12 du 30 janvier 2018
13. CCTP lot n°4
14. Avenant n°1 CHARIER du 8 juin 2017
15. Avenant n°3 maîtrise d'œuvre du 6 octobre 2017
16. Avenant n°2 DBC du 6 décembre 2017
17. Avenant n°1 BTP CONSULTANTS du 21 décembre 2018
18. Courriers RUBNER à DBC du 17 mars 2017
19. Note SAERP du 22 février 2018
20. Rapport d'expertise de M. GOMEZ
21. Jugement Tribunal de commerce de Rouen du 9 mars 2021

Pièces communiquées à l'appui du présent mémoire :

Néant

Paris, le [REDACTED] 2023

FRECHE & ASSOCIES AARPI
AVOCATS AU BARREAU DE PARIS
21, AVENUE VICTOR HUGO – 75116 PARIS
TÉL. : 01.44.17.13.13 – FAX :
01.44.17.13.00
TOUJ R. 211

Annexe 4 – Décompte général et définitif rectificatif du lot n°4 « *Revêtements de façade* » du marché de travaux n°1500185

DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF

Le présent décompte est établi en date du 28/01/2021

DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF RECTIFICATIF conformément à l'article 4

MARCHE DE TRAVAUX

Marché N° : 1500185-4

Lot N° : 4 – REVETEMENTS DE FACADE

Opération : Développement du site sportif de l'Ile de Vaires

Maître de l'ouvrage : **ILE DE FRANCE CONSTRUCTION DURABLE**

Mandataire de la Région Ile de France

90, avenue du Général Leclerc

93500 PANTIN

TITULAIRE : DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION

35BS AVENUE SAINT GERMAIN DES NOYERS

77400 SAINT THIBAUT DES VIGNES

CO-TRAITANT : RUBNER Construction Bois

36 AVENUE DES FRERES MONTGOLFIER

69680 CHASSIEU

- Pièce n° 1 : Décompte final
- Pièce n° 2 : Récapitulatif des acomptes mensuels
- Pièce n° 3 : Etat du solde
- Pièce n° 4 : Détail du calcul du solde
- Pièce n° 5 : Liste des réserves

Développement du site sportif de l'Ile de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION_RUBNER
CONSTRUCTION BOIS

PIECE N° 1 : DECOMPTE FINAL

1. TRAVAUX.....	813 390,00
2.a AVENANT N° 1.....	15 936,11
2.b AVENANT N° 2.....	0,00
2.c AVENANT N° 3.....	0,00
2.d AVENANT N° 4.....	0,00
3. REVISIONS.....	12 043,03 12 190,53
4. TRAVAUX EN DEPENSES CONTROLEES/MÉMOIRE EN RECLAMATION	82 479,14
5. TOTAL (1 à 4).....	841 369,14 923 995,78
6. DECOMPTES.....	0,00
7. RETRACTIONS.....	2500 0,00
8. TOTAL (6 à 7).....	0,00
9. DIFFERENCE (5 - 8).....	838 869,14 923 995,78
10.a TVA AU TAUX DE : 19,60%	
10.b TVA AU TAUX DE : 20,00% 923 995,78	167.773,83 184 799,16
11. TOTAL TTC (9 + 10).....	1 108 794,94 1 006 022,97
12. PENALITES/RG.....	0,00 - 56 479,14 -956,06
13. INTERETS MORATOIRES.....	11 382,26 1 253,80
14. MONTANT DECOMPTE FINAL.....	1 018 025,23 1 109 092,68 950 172,83

<p>PROJET DE DECOMPTE FINAL ETABLI PAR L'ENTREPRENEUR A. <i>St. Thibault</i> Le <i>28/06/2021</i> (signature et cachet commercial)</p> <div style="text-align: center;">  <p>DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION</p> </div> <p>35 avenue Saint-Germain des Noyers 77400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES Tél. 01 64 12 69 44 RCS MEAUX 790 843 411</p>	<p>RECU DE L'ENTREPRENEUR LE <i>28/06/2021</i> LE PRESENT PROJET DE DECOMPTE FINAL :</p> <p>EST ACCEPTE <input type="checkbox"/> EST RECTIFIE <input checked="" type="checkbox"/> EST FIXE AU MONTANT DE : <i>950 172,83</i> à <i>Saint Omer</i> le <i>10/06/21</i></p> <p style="text-align: center;">Le Maître d'Œuvre</p> <div style="text-align: center;">  <p>VANGUARD 5/7, rue Paul Bert 93581 SAINT-OUEN CEDEX Siret 420 488 007 00042</p> </div>	<p>ARRETE LE PRESENT DECOMPTE FINAL AU MONTANT DE :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; text-align: center; margin-bottom: 5px;"> <i>950 172,83</i> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; text-align: center; margin-bottom: 5px;"> 1 018 025,23 </div> <p>à le</p> <p style="text-align: center;">L'Acheteur</p> <div style="text-align: center; margin-top: 10px;">  <p>île de France construction durable</p> <p><small>Cité Régionale de l'Environnement d'Ile-de-France 90, 92 avenue du Général Leclerc 93 500 PANTIN www.icif-constructiondurable.fr</small></p> </div>
--	--	---

Développement du site sportif de l'île de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD
CONSTRUCTION_RUBNER CONSTRUCTION BOIS

PIECE N° 2 : RECAPITULATIF DES ACOMPTES

ACOMPTES MENSUELS		ENTREPRENEUR MANDATE	MONTANT DES ACOMPTES TTC
N°	DATE		
Sit 1	31/05/2016	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	1 021,27
Sit 1	31/05/2016	EXPERIENCE BAT	13 246,80
Sit 1	31/05/2016	RUBNER	6 100,86
		TOTAL	20 368,93
Sit 2	31/08/2016	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	582,12
Sit 2	31/08/2016	EXPERIENCE BAT	4 183,20
Sit 2	31/08/2016	RUBNER	9 207,59
		TOTAL	13 972,91
Sit 3	30/11/2016	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	779,29
Sit 3	30/11/2016	EXPERT CHARPENTE	20 000,00
Sit 3	30/11/2016	RUBNER	73 974,59
		TOTAL	94 753,88
Sit 4	28/12/2016	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	17 862,88
Sit 4	28/12/2016	EXPERIENCE BAT	9 500,00
Sit 4	28/12/2016	EXPERT CHARPENTE	36 000,00
Sit 4	28/12/2016	RUBNER	210 419,41
		TOTAL	275 782,29
Sit 5	16/01/2017	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	23 990,63
Sit 5	16/01/2017	EXPERT CHARPENTE	28 500,00
Sit 5	16/01/2017	RUBNER	85 443,88
		TOTAL	137 934,51
Sit 6	24/02/2017	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	4 711,91
Sit 6	24/02/2017	EXPERT CHARPENTE	10 072,21
Sit 6	24/02/2017	RUBNER	59 071,64
		TOTAL	73 855,76
Sit 7	31/03/2017	AB BAT	7 695,00
Sit 7	31/03/2017	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	2 375,85
Sit 7	31/03/2017	DSI DESENFUMAGE-SECURITE-INCEND	6 000,00
Sit 7	31/03/2017	EXPERT CHARPENTE	11 001,18
Sit 7	31/03/2017	REEM FRANCE	12 055,00
Sit 7	31/03/2017	RUBNER	8 433,57
		TOTAL	47 560,60
Sit 8	28/04/2017	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	1 753,89
Sit 8	28/04/2017	EXPERT CHARPENTE	6 360,81
Sit 8	28/04/2017	RUBNER	2 871,09
		TOTAL	10 985,79
Sit 9	24/05/2017	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	1 378,98
Sit 9	24/05/2017	RUBNER	60 060,62
		TOTAL	61 439,60
Sit 10	30/06/2017	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	665,70
Sit 10	30/06/2017	EXPERT CHARPENTE	7 771,00
Sit 10	30/06/2017	RUBNER	5 625,92
		TOTAL	14 062,62
Sit 11	21/08/2017	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	221,92
Sit 11	21/08/2017	EXPERT CHARPENTE	2 964,00
Sit 11	21/08/2017	RUBNER	1 313,96
		TOTAL	4 499,88
Sit 12	01/12/2017	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	1 245,19
Sit 12	01/12/2017	EXPERT CHARPENTE	20 000,90
Sit 12	01/12/2017	RUBNER	4 805,64
		TOTAL	26 051,73
Sit 13	01/12/2017	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	320,58

Développement du site sportif de l'île de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION_RUBNER
CONSTRUCTION BOIS

Sit 13	01/12/2017	EXPERT CHARPENTE	5 000,92	
Sit 13	01/12/2017	RUBNER	1 394,50	
		TOTAL	6 716,00	
Sit 14	02/03/2018	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	650,56	
Sit 14	02/03/2018	EXPERT CHARPENTE	9 598,95	
Sit 14	02/03/2018	RUBNER	3 381,17	
		TOTAL	13 630,68	
Sit 15	15/06/2018	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	234,48	
Sit 15	15/06/2018	EXPERT CHARPENTE	3 610,00	
Sit 15	15/06/2018	RUBNER	1 037,90	
		TOTAL	4 882,38	
Sit 16	07/09/2018	AD METAL	18 810,00	
Sit 16	07/09/2018	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	4 921,14	
Sit 16	07/09/2018	REEM FRANCE	635,00	
Sit 16	07/09/2018	RUBNER	426,89	
		TOTAL	24 793,03	
Sit 17	07/09/2018	AD METAL	2 090,00	
Sit 17	07/09/2018	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	1 635,95	
		TOTAL	3 725,95	
Sit 18	14/01/2019	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	282,76	
Sit 18	14/01/2019	RUBNER	6 530,94	
		TOTAL	6 813,70	
Sit 19	16/08/2019	RUBNER	4 995,66	
		TOTAL	4 995,66	
Sit 20	16/08/2019	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	872,62	
Sit 20	16/08/2019	DEMATHIEUBARD CONSTRUCTION	717,79	
Sit 20	16/08/2019	RUBNER	49 073,39	
		TOTAL	49 228,22	
Sit 21	26/02/2020	RUBNER	39 430,97	
		TOTAL	39 430,97	
TOTAL DES ACOMPTES (a)			925 493,77	925 493,77
SOLDE DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION (b)			2 253,88	9 475,49
SOLDE RUBNER Construction Bois (b)			180 490,03	82 099,80
SOLDE AB BAT (b)			855,00	-
RETENUE DE GARANTIE (c)			956,17	956,17
Restitue le				
TOTAL GENERAL : a + b + c = TTC				1 018 025,23
dont TVA (2)				167 773,83

Le présent décompte général arrêté au montant de : **un million dix huit mille vingt cinq Euros vingt trois centimes**

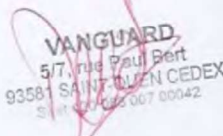

Un million cent neuf mille quatre-vingt-douze euros et soixante-huit centimes

Dressé à : <i>Saint Genès</i> le : <i>12/06/21</i> Par Le Maître d'Œuvre (signature et cachet commercial)	Approuvé le : L'Acheteur	Accepté le : L'Entrepreneur (signature et cachet commercial)
VANGUARD 5/7, rue Paul Bert 93581 SAINT-GENES CEDEX Siret 420 084 001 00042	île de France construction durable Cité Régionale de l'Environnement d'Île-de-France 90-92 avenue du Général Leclerc 93 500 PANTIN www.icf-constructiondurable.fr	

(2) Montant de la Tva compris dans le total général.

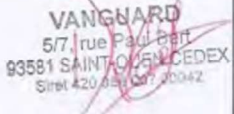



Développement du site sportif de l'île de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION_RUBNER CONSTRUCTION BOIS

TITULAIRE : DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION 35BS AVENUE SAINT GERMAIN DES NOYERS - 77400 SAINT THIBAUT DES VIGNES		PIECE N° 3: ETAT DU SOLDE <div style="text-align: right; color: green;">91 575,29 €</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <div style="text-align: right; color: red;">183 598,92 €</div> <div style="text-align: right; color: red; font-size: 1.2em;">23 722,81</div> </div> <div style="margin-top: 10px;"> <p style="text-align: center; color: green;">Cent quatre-vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit euros et quatre-vingt-douze centimes</p> <p style="text-align: center;">(en lettres)</p> <p style="text-align: center;">établi sur la base du décompte final</p> <p style="text-align: center; color: green;">quatre-vingt onze mille cinq cent soixante quinze Euros vingt neuf centimes</p> </div>																												
CO TRAITANTS : RUBNER Construction Bois 36 AVENUE DES FRERES MONTGOLFIER - 69680 CHASSIEU																														
SOUS TRAITANTS : AD METAL EXPERIENCE BAT EBC EXPERT CHARPENTE AB BAT REEM France DSI																														
MAITRE D'OEUVRE : GTP AUER WEBER ASSOZIIERTE																														
		<table border="1"> <thead> <tr> <th>MONTANT DU MARCHÉ</th> <th>Hors T.V.A</th> <th>T.V.A. Incluse</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>INITIAL</td> <td>813 390,00</td> <td>976 068,00</td> </tr> <tr> <td>Avenants</td> <td>15 936,11</td> <td>19 123,33</td> </tr> <tr> <td><i>Refactions</i> Mémoire en réclamation</td> <td>82 479,14</td> <td>98 974,97</td> </tr> <tr> <td>Révisions</td> <td>12 043,23</td> <td>14 651,64</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>838.869,14 923 995,78</td> <td>1 108 794,94</td> </tr> <tr> <td>Pénalités</td> <td>- 56 695,83</td> <td>- 956,06</td> </tr> <tr> <td>Intérêts moratoires</td> <td></td> <td>1 253,80</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td></td> <td>1 109 092,68</td> </tr> </tbody> </table>	MONTANT DU MARCHÉ	Hors T.V.A	T.V.A. Incluse	INITIAL	813 390,00	976 068,00	Avenants	15 936,11	19 123,33	<i>Refactions</i> Mémoire en réclamation	82 479,14	98 974,97	Révisions	12 043,23	14 651,64	Total	838.869,14 923 995,78	1 108 794,94	Pénalités	- 56 695,83	- 956,06	Intérêts moratoires		1 253,80	Total		1 109 092,68	<div style="text-align: right; color: green;">1 006 642,97</div> <div style="text-align: right; color: green;">0,00</div> <div style="text-align: right; color: green;">11 382,26</div> <div style="text-align: right; color: green;">1 018 025,23</div>
MONTANT DU MARCHÉ	Hors T.V.A	T.V.A. Incluse																												
INITIAL	813 390,00	976 068,00																												
Avenants	15 936,11	19 123,33																												
<i>Refactions</i> Mémoire en réclamation	82 479,14	98 974,97																												
Révisions	12 043,23	14 651,64																												
Total	838.869,14 923 995,78	1 108 794,94																												
Pénalités	- 56 695,83	- 956,06																												
Intérêts moratoires		1 253,80																												
Total		1 109 092,68																												
ENTREPRISE TITULAIRE ET SOUS TRAITANTS A MANDATER		SOMMES																												
DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION AD METAL 0 RUBNER Construction Bois EXPERIENCE BAT EBC EXPERT CHARPENTE AB BAT REEM France DSI 0		<table border="1"> <thead> <tr> <th>SOMMES</th> <th>DONT T.V.A %</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>- 33 627,94</td> <td>9 475,49</td> </tr> <tr> <td>2 253,88</td> <td>0,00</td> </tr> <tr> <td>0,00</td> <td>0,00</td> </tr> <tr> <td>80 490,03</td> <td>82 099,80</td> </tr> <tr> <td>0,00</td> <td>0,00</td> </tr> <tr> <td>0,00</td> <td>0,00</td> </tr> <tr> <td>855,00</td> <td>0,00</td> </tr> <tr> <td>0,00</td> <td>0,00</td> </tr> <tr> <td>0,00</td> <td>0,00</td> </tr> <tr> <td>0,00</td> <td>0,00</td> </tr> <tr> <td>0,00</td> <td>0,00</td> </tr> </tbody> </table>		SOMMES	DONT T.V.A %	- 33 627,94	9 475,49	2 253,88	0,00	0,00	0,00	80 490,03	82 099,80	0,00	0,00	0,00	0,00	855,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
SOMMES	DONT T.V.A %																													
- 33 627,94	9 475,49																													
2 253,88	0,00																													
0,00	0,00																													
80 490,03	82 099,80																													
0,00	0,00																													
0,00	0,00																													
855,00	0,00																													
0,00	0,00																													
0,00	0,00																													
0,00	0,00																													
0,00	0,00																													
(au titre de la révision définitive et du solde du marché hors retenue de garantie)																														

NOTIFIE A L'ENTREPRENEUR TRANSMIS AU MAITRE DE L'OUVRAGE LE : 16/06/21 Le Maître d'Œuvre (signature et cachet du Maître d'œuvre) <div style="text-align: center;">  </div>	TRANSMIS POUR CONTROLE et MANDATEMENT L'Acheteur (signature et cachet commercial) <div style="text-align: center;">  </div>	CHRONO FACTURE : DATE ARRIVEE : N° OPERATION : Gestion : Signature / Date Opérationnel : Signature / Date DG : Signature / Date Payeur : Signature / Date Arrêté à la somme de : <div style="text-align: right; color: red;">183 598,92 €</div> <div style="text-align: right; color: green;">91 575,29 €</div>
--	---	---

Développement du site sportif de l'île de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION_RUBNER CONSTRUCTION BOIS

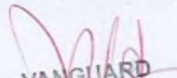

PIECE N° 4 : DETAIL DU CALCUL DU SOLDE

A - MONTANT DU SOLDE		Ancien cumul	Cumul définitif	Le Maître d'Œuvre (signature et cachet commercial)
1 - Montant décompte final en prix de base.....		776 527,81	813 390,00	<div style="text-align: center;">  </div>
2 - Travaux supplémentaires :		15 139,30	15 936,11	
2 - Mémoire en réclamation : <i>Réjections</i>		0,00	82 479,14	
3 - Révisions.....		9 969,48	12 190,53	
4 - Total.....		801 636,59	923 995,78	
5 - Montant du solde.....			122 359,19	37.232,56
B - T.V.A.				
1 - T.V.A. au taux de 19,6%		0,00	0,00	<div style="text-align: center;">  </div>
2 - T.V.A. au taux de 20%	160.327,33	160 327,32	184 799,16	
3 - Total.....	160.327,33	160 327,32	184 799,16	
4 - Montant du solde.....			24 471,84	
C - RETENUE DE GARANTIE				L'Acheteur (signature et cachet commercial)
1 - RG TTC..... (A1 + A2) x 1,2 x 5%		0,00	-956,06	<div style="text-align: center;">  </div>
2 - GAPD TTC sur travaux et avenants.....		0,00	0,00	
3 - RG TTC provisionnée.....			-956,06	
D - PENALITES ET INTERETS MORATOIRES				
1 - Pénalité TTC.....		-36 470,14	0,00	<div style="text-align: center;">  </div>
2 - Intérêts moratoires TTC.....		0,00	1 253,80	
2 - Montant du solde.....			37 723,94	
ETAT DU SOLDE		NET A PAYER (A5 + B4 - C3)	183 598,92	91 575,29
E - LIBERATION DE LA RG ET DE LA GAPD		sauf opposition NET A PAYER	956,06	24 471,84
A la date du				
1 - RG : de				
A la date du				
2a - GAPD sur avance restituées le.....			48 803,51	
2b - GAPD en remplacement de la RG.....		48 803,51		

Développement du site sportif de l'île de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD
CONSTRUCTION_RUBNER CONSTRUCTION BOIS

PIECE N° 5 : LISTE DES RESERVES NON LEVEES A LA DATE DE LA NOTIFICATION DU DECOMPTE

Désignation des réserves	Montant HT
Pas de réserves	0
Total HT	0
TVA	0
Total TTC	0

<p>Le Maître d'Œuvre</p> <p>(signature et cachet du Maître d'oeuvre)</p> <p> VANGUARD 5/7, rue Paul Bert 93581 SAINT-OUEN CEDEX Siret 423 096 007 00042</p>	<p>L'Acheteur</p> <p>(signature et cachet commercial)</p> <p> Cité Régionale de l'Environnement d'Île-de-France 90 - 92 avenue du Général Leclerc 93 500 PANTIN www.idf-constructiondurable.fr</p>
---	--

Développement du site sportif de l'île de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD
CONSTRUCTION RUBNER CONSTRUCTION BOIS

ACOMPTE MENSUEL FINAL

Maître d'Ouvrage:	Région Ile de France 2 rue Simone Veil 93400 SAINT OUIEN
Mandataire du maître d'Ouvrage:	IDF Construction Durable 90 ave Général Leclerc 93500 PANTIN
Opération:	Développement du site sportif de l'île de Vaires
Objet:	Marché de travaux
Marché :	1500185-4
Lot :	4 - REVETEMENTS DE FACADE
Entreprise titulaire:	DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION
Maître d'œuvre:	GTP AUER WEBER ASSOZIIERTE

Montant en chiffres:	91 575,29 €	183 598,91 €
Montant en lettres:	Cent quatre-vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-dix euros et quatre-vingt-onze centimes quatre-vingt onze mille cinq cent soixante quinze Euros vingt neuf centimes	
établi sur la base du décompte des travaux exécutés pendant le mois de:		
JANVIER 2020		

Montant payé cumulé hors révisions, hors avances :	829 326,11 €
Solde disponible, HT:	0,00 €

Montant HT du marché	
Initial	813 390,00 €
Avenant n° 1	15 936,11 €
Avenant n° 2	0,00 €
Avenant n° 3	0,00 €
Avenant n° 4	0,00 €
0	0,00 €
Total:	829 326,11 €

Entreprise titulaire, co-traitants et	Montant HT (compris révisions)	Montant TTC à mandater*	Montant HT (compris révisions)	Montant TTC à mandater*
Titulaire: DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION	1 183,23 €	9 475,49 €	1 183,23 €	2 253,88 €
Sous-traitant 1: AD METAL	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-traitant 2: 0	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-traitant 3: 0	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-traitant 4: 0	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-traitant 5: 0	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-traitant 6: 0	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Co-traitant 1: RUBNER Construction Bois	36 049,33 €	82 099,80 €	36 049,33 €	180 490,03 €
Sous-traitant 9: EXPERIENCE BAT	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-traitant 10: EBC EXPERT CHARPENTE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-traitant 11: AD BAT	0,00 €	0,00 €	855,00 €	855,00 €
Sous-traitant 12: REEM France	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-traitant 13: DSI	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-traitant 14: 0	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-traitant 15: 0	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	37 232,56 €	91 575,29 €	39 274,15 €	183 598,91 €

OK DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION

1 - Projet d'engagement de l'entrepreneur et soumis pour validation au Maître d'œuvre

L'Entrepreneur (signature et cachet)
35 avenue Saint-Germain des Noyers
71400 SAINT-THIBAUD-DES-VIGNES
Tél. 01 64 12 69 44
RCS MEAUX 790 843 411

2 - Reçu de l'entrepreneur le 20/06/2021
(rayer la mention inutile)
- Corrigé
- Verré et accepté
Notifié à l'entrepreneur et transmis au mandataire du Maître d'ouvrage le 20/06/2021

Le Maître d'œuvre (signature et cachet)
ANGUARD
57, rue Paul Bert
93581 SAINT-OUEN CEDEX
Siret 420 068 64 00042

Réservé IDF CONSTRUCTION DURABLE

île de France construction durable

Cité Régionale de l'Environnement d'Ile-de-France
90-92 avenue du Général Leclerc 93 600 PANTIN
www.idf-constructiondurable.fr

2021.06.14
16:55:34 +02'00'

* Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 5 jours ouvrés après remise par l'entrepreneur pour corriger et transmettre la situation à la SAERP.

Développement du site sportif de l'île de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION RUBNER CONSTRUCTION BOIS

DETAIL DE L'ACOMPTÉ FINAL

Opération: Développement du site sportif de l'île de Vaires

Ensemble titulaire + co-traitant + sous-traitants

Taux de TVA	
	20,00%
Résorption avance entre:	
65,00%	
et 80,00%	
Résorption avance facultative entre:	
65,00%	
et 80,00%	

Montant HT du marché	
Initial	813 390,00 €
Avenant n° 1	15 936,11 €
Avenant n° 2	0,00 €
Avenant n° 3	0,00 €
Avenant n° 4	0,00 €
0	0,00 €
Total:	829 326,11 €

	Décompte FINAL	Décompte précédent	Différence = acompte FINAL
1 Approvisionnements	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2 Travaux	813 390,00 €	776 527,81 €	36 862,19 €
Travaux supplémentaires	15 936,11 €	15 139,30 €	796,81 €
3 Primes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4 Indemnités fiscalisées	82 479,14 €	0,00 €	82 479,14 €
5 Total	911 805,25 €	791 667,11 €	120 138,14 €

% avancement 829.326.11 109,95% 95,46% 14,49%

6 Précomptes ou retenues	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7 Réfactions	2 500 0,00 €	0,00 €	2 500 0,00 €
8 Total	826 826,11 €	0,00 €	0,00 €

9 Différence (5 - 8)	911 805,25 €	791 667,11 €	120 138,14 €
10 Révisions (montant cumulé)	12 190,53 €	9 969,48 €	2 221,05 €
11 Dépenses contrôlées	0,00 €	0,00 €	0,00 €

12 Total HT (9 à 11)	923 995,78 €	801 636,59 €	122 359,19 €
13 TVA 20,0%	167 773,83 €	184 799,16 €	24 471,84 €
14 Total TTC (12+13)	1 108 794,94 €	961 963,91 €	146 831,03 €

15 Avance TTC	1.006.642,97 €	0,00 €	0,00 €
16 Avance facultative TTC			
17 Résorption avance TTC	0,00 €	0,00 €	0,00 €
18 Résorption avance facultative TTC			

19 Pénalités provisoires	0,00 €	0,00 €	-36 470,14 €	36 470,14 €
20 Pénalités définitives	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21 Intérêts moratoires	11 382,26 €	0,00 €	1 253,88 €	11 382,26 €
22 A déduire RG	-956,17 €	-956,06 €	0,00 €	-956,17 €
23 Total (15+16+17+18-19-20-21-22)	10 426,09 €	-56 470,14 €	-36 470,14 €	46 896,23 €

24 Total TTC	1 017 069,06 €	1 109 092,68 €	925 493,77 €	183 598,91 €
26 A régler TTC	183 598,91 €			

OK

Assiette de révision (1+2-7)

91 575,29 €

37 659,00 €

Développement du site sportif de l'île de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION_RUBNER CONSTRUCTION BOIS

DETAIL DE L'ACOMPTÉ FINAL

Opération: Développement du site sportif de l'Ile de Vaires

**Ensemble
DEMATHIEU BARD + sous-traitants**

Taux de TVA	
	20,00%
	Résorption avance entre:
	65,00%
et	80,00%
	Résorption avance facultative entre:
	65,00%
et	80,00%

Montant HT du marché	
Initial	71 333,00 €
Avenant n° 1	796,81 €
Avenant n° 2	0,00 €
Avenant n° 3	0,00 €
Avenant n° 4	0,00 €
0	0,00 €
Total:	72 129,81 €

	Décompte FINAL	Décompte précédent	Différence = acompte FINAL
1 Approvisionnements	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2 Travaux	71 333,00 €	71 011,73 €	321,27 €
Travaux supplémentaires	796,81 €	0,00 €	796,81 €
3 Primes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4 Indemnités fiscalisées	0,00 €	0,00 €	0,00 €
5 Total	72 129,81 €	71 011,73 €	1 118,08 €
% avancement	100,00%	98,45%	1,55%
6 Précomptes ou retenues	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7 Réfections	0,00 €	0,00 €	0,00 €
8 Total	0,00 €	0,00 €	0,00 €
9 Différence (5 - 8)	72 129,81 €	71 011,73 €	1 118,08 €
10 Révisions (montant cumulé)	1 196,54 €	1 131,40 €	65,14 €
11 Dépenses contrôlées	0,00 €	0,00 €	0,00 €
12 Total HT (9 à 11)	73 326,35 €	72 143,13 €	1 183,22 €
13 TVA 20,0%	14 665,27 €	14 428,63 €	236,64 €
14 Total TTC (12+13)	87 991,62 €	86 571,76 €	1 419,87 €
15 Avance TTC	0,00 €	0,00 €	0,00 €
16 Avance facultative TTC			
17 Résorption avance TTC	0,00 €	0,00 €	0,00 €
18 Résorption avance facultative TTC			
19 Pénalités provisoires	0,00 €	-881,83 €	881,83 €
20 Pénalités définitives	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21 Intérêts moratoires	7 221,60 €	0,00 €	7 221,60 €
22 A déduire RG	-47,81 €	0,00 €	-47,81 €
23 Total (15+16+17+18-19-20-21-22)	7 173,79 €	-881,83 €	8 055,62 €
24	95 165,42 €	85 689,93 €	9 475,49 €
26	9 475,49 €	2 253,88 €	7 221,60 €

Assiette de révision (1+2-7)

1 118,08 €

Développement du site sportif de l'Ile de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION_RUBNER CONSTRUCTION BOIS

DETAIL DE L'ACOMPTÉ FINAL

Opération: Développement du site sportif de l'Île de Vaires

**Ensemble
RUBNER + sous-traitants**

Taux de TVA	
	20,00%
Résorption avance entre:	
	65,00%
et	80,00%
Résorption avance facultative entre:	
	65,00%
et	80,00%

Montant HT du marché	
Initial	742 057,00 €
Avenant n° 1	15 139,30 €
Avenant n° 2	0,00 €
Avenant n° 3	0,00 €
Avenant n° 4	0,00 €
0	0,00 €
Total:	757 196,30 €

	Décompte FINAL	Décompte précédent	Différence = acompte FINAL
1 Approvisionnements	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2 Travaux	742 057,00 €	705 516,08 €	36 540,92 €
Travaux supplémentaires	15 139,30 €	15 139,30 €	0,00 €
3 Primes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4 Indemnités fiscalisées	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total	839 675,44 €	720 655,38 €	119 020,06 €
% avancement	757.196,30 110,89%	95,17%	15,72%
6 Précomptes ou retenues	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7 Réfactions	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total	754.696,30	0,00 €	0,00 €
9 Différence (5 - 8)	839 675,44 €	720 655,38 €	119 020,06 €
10 Révisions (montant cumulé)	10 993,99 €	8 838,08 €	2 155,91 €
11 Dépenses contrôlées	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total HT (9 à 11)	850 669,43 €	729 493,46 €	121 175,97 €
13 TVA 20,0%	153 108,55 €	145 898,69 €	7 209,86 €
Total TTC (12+13)	1 020 863,32 €	875 392,15 €	145 471,17 €
15 Avance TTC	918.651,34	0,00 €	0,00 €
16 Avance facultative TTC			
17 Résorption avance TTC	0,00 €	0,00 €	0,00 €
18 Résorption avance facultative TTC			
19 Pénalités provisoires	0,00 €	0,00 €	-35 588,31 €
20 Pénalités définitives	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21 Intérêts moratoires	4 160,66 €	1 253,80 €	2 906,86 €
22 A déduire RG	-908,36 €	-908,25 €	-908,25 €
Total (15+16+17+19+20+21+22)	3 252,30 €	-21.496,56	35 933,86 €
Total	921 903,64 €	839 803,84 €	82 099,80 €
26	82 099,80 €	181 345,03 €	

Assiette de révision (1+2-7)

36 540,92 €

Développement du site sportif de l'Île de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION_RUBNER CONSTRUCTION BOIS

Maître d'ouvrage: Région Ile de France
 2 rue Simone Veil
 93400 SAINT OUEIN
 Mandataire du maître d'ouvrage: IDF Construction Durable
 90 ave Général Leclerc
 93500 PANTIN
 Opérations: Développement du site sportif
 de l'Ile de Vaires
 Objet: MARCHÉ DE TRAVAUX
 Marché n°: 1500185-4
 Lot: 4 - REVETEMENTS DE FACADE
 Maître d'œuvre: GTP ALIER WEBER ASSOCIÉE

98,08%
% marché engagé sur GPD

		Montant en € HT	
		Répartition par entreprise	Répartition par contrat
Titulaire:	DEMATHEU BARD CONSTRUCTION	51 229,81	Initial 71 333,00
Sous-traitant 1	AD METAL	20 900,00	Avenant n° 1 796,81
Sous-traitant 2		0,00	Avenant n° 2 0,00
Sous-traitant 3		0,00	Avenant n° 3 0,00
Sous-traitant 4		0,00	Avenant n° 4 0,00
Sous-traitant 5		0,00	
Sous-traitant 6		0,00	
Co-traitant 1	RUBNER Construction Bois	540 146,33	Initial 742 057,00
Sous-traitant 9	EXPERIENCE BAT	26 930,00	Avenant n° 1 15 139,30
Sous-traitant 10	ERC EXPERT CHARPENTE	162 879,97	Avenant n° 2 0,00
Sous-traitant 11	AB BAT	8 550,00	Avenant n° 3 0,00
Sous-traitant 12	REEM France	12 690,00	Avenant n° 4 0,00
Sous-traitant 13	DSI	6 000,00	
Sous-traitant 14		0,00	
Sous-traitant 15		0,00	
Sous-traitant 16		0,00	
Sous-traitant 17		0,00	
Sous-traitant 18		0,00	
Sous-traitant 19		0,00	
Sous-traitant 20		0,00	
Total:		829 326,11	Total: 829 326,11

OK

Total

48 803,51 €

Taux Rg	Rg TTC	GPD pour Rg 5%
0,05	49 799,57	48 803,51

GAPD ATRADIUS N°62 du 27/01/2016	4 279,96 €
GAPD	- €
GAPD	- €
GAPD	- €
GAPD	- €

GAPD MONTE PASCHI BANQUE SA N°57196 du 30/01/2017	44 523,53 €
GAPD	- €
GAPD	- €
GAPD	- €

	(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (3)-(4)
	Engagé initial HT	Modifications HT	Engagé HT	Cumul facturé HT Acompte précédent (hors révisions)	Disponibilité sur engagement HT
DEMATHEU BARD CONSTRUCTION	50 433,00	796,81	51 229,81	50 111,73	1 118,08
Sous-traitants	20 900,00	0,00	20 900,00	20 900,00	0,00
	71 333,00	796,81	72 129,81	71 011,73	1 118,08

(6)	(7) = (6)-(5)
A régler HT sur ACOMPTÉ FINAL (hors révisions)	Cumul facturé HT ACOMPTÉ FINAL (hors révisions)
1 118,08	51 229,81
0,00	20 900,00
1 118,08	72 129,81

	Engagé initial HT	Modifications HT	Total engagé HT	Cumul facturé HT Acompte précédent	Disponibilité sur engagement HT
AD METAL	20 900,00	0,00	20 900,00	20 900,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00

(8)	(9) = (8)-(7)
A régler HT sur ACOMPTÉ FINAL (hors révisions)	% avancement sur engagement
0,00	1,00
0,00	#DIV/0!
0,00	#DIV/0!
0,00	#DIV/0!
0,00	#DIV/0!
0,00	#DIV/0!
0,00	#DIV/0!

sous-traitants de l'entreprise DEMATHEU BARD CONSTRUCTION 20 900,00 0,00 20 900,00 20 900,00 0,00
 L'avancement sur la part du marché engagée en propre pour DEMATHEU BARD CONSTRUCTION est de 100,00% à fin JANVIER 2020

	(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (3)-(4)
	Engagé initial HT	Modifications HT	Engagé HT	Cumul facturé HT Acompte précédent (hors révisions)	Disponibilité sur engagement HT
RUBNER Construction Bois	525 007,03	15 139,30	540 146,33	539 469,81	5 676,52
Sous-traitants	217 049,97	0,00	217 049,97	216 164,97	885,00
	742 057,00	15 139,30	757 196,30	755 634,78	1 561,52

(6)	(7) = (6)-(5)
A régler HT sur ACOMPTÉ (hors révisions)	Cumul facturé HT ACOMPTÉ FINAL (hors révisions)
5 676,52	540 146,33
885,00	217 049,97
6 561,52	757 196,30

	Engagé initial HT	Modifications HT	Total engagé HT	Cumul facturé HT Acompte précédent	Disponibilité sur engagement HT
EXPERIENCE BAT	17 430,00	9 500,00	26 930,00	26 930,00	0,00
ERC EXPERT CHARPENTE	21 585,00	131 294,97	162 879,97	162 879,97	0,00
AB BAT	8 550,00	0,00	8 550,00	7 695,00	855,00
REEM France	12 690,00	0,00	12 690,00	12 690,00	0,00
DSI	12 000,00	-6 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00

(8)	(9) = (8)-(7)
A régler HT sur ACOMPTÉ (hors révisions)	% avancement sur engagement
0,00	0,00
0,00	1,00
855,00	1,00
0,00	1,00
0,00	0,00
0,00	#DIV/0!
0,00	#DIV/0!
0,00	#DIV/0!

total des sous-traitants de l'entreprise RUBNER Construction Bois 82 255,00 134 794,97 217 049,97 216 164,97 885,00
 L'avancement sur la part du marché engagée en propre pour RUBNER Construction Bois est de 100,00% à fin JANVIER 2020

Développement du site sportif de l'Ile de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHEU BARD CONSTRUCTION, RUBNER CONSTRUCTION BOIS

RECAPITULATIF DES ACOMPTES MENSUELS ET DES REVISIONS

Acompte mensuel n° FINAL

Marché n°: 1500185-4

Entreprise titulaire: DEMATHIEU BARD

Nuls MO	BTOL	Part fixe	Part variable	*(indice du mois d'exécution/indice du mois d'origine)
Jul-15	104,60	0,15	0,85	

Durée 26 mois

DEMATHIEU BARD		Révisions							Acomptes (montants payés)					Acomptes cumulés TTC	TVA cumulée
Acomptes	Date	Assiette de révisions HT*	Mois de l'index	BTOL	Provision Déducteur	Coef.	Révisions HT	Révisions cumulées HT	Montant HT Signé 15	Taux de TVA	TVA	Divers Signé 24	Montant TTC		
Avance								0,00 €					0,00 €		
1	25/04/2016	829,96 €	avr-16	103,30	D	-0,02	-4,60 €	-4,60 €		20,00%	0,92 €		5,00 €	0,00 €	0,00 €
2	27/07/2016	491,50 €	juil-16	104,50	D	0,00	0,00 €	0,00 €		20,00%	0,99 €		5,99 €	0,00 €	0,00 €
3	31/08/2016	644,51 €	août-16	104,80	D	0,00	0,00 €	0,00 €		20,00%	1,29 €		7,29 €	0,00 €	0,00 €
4	29/10/2016	148,93 €	oct-16	104,90	D	0,00	0,00 €	0,00 €		20,00%	0,30 €		2,60 €	0,00 €	0,00 €
5	13/12/2016	19,97 €	dec-16	105,20	D	0,00	0,00 €	0,00 €		20,00%	0,04 €		0,04 €	0,00 €	0,00 €
6	16/01/2017	1,91 €	jan-17	105,30	D	0,00	0,00 €	0,00 €		20,00%	0,04 €		0,04 €	0,00 €	0,00 €
7	11/02/2017	1 944,31 €	fév-17	105,50	D	0,01	21,30 €	21,30 €		20,00%	4,26 €		25,56 €	0,00 €	0,00 €
8	17/03/2017	1 274,81 €	mar-17	106,10	D	0,02	23,67 €	44,97 €		20,00%	4,73 €		30,29 €	0,00 €	0,00 €
9	10/04/2017	1,11 €	avr-17	106,30	D	0,02	15,56 €	60,53 €		20,00%	3,11 €		33,40 €	0,00 €	0,00 €
10	12/05/2017	511,31 €	mai-17	106,30	D	0,04	7,47 €	68,00 €		20,00%	1,49 €		34,89 €	0,00 €	0,00 €
11	16/05/2017	166,96 €	juin-17	106,30	D	0,04	2,82 €	70,82 €		20,00%	0,56 €		35,45 €	0,00 €	0,00 €
12	18/06/2017	1,01 €	juin-17	106,30	D	0,02	18,10 €	88,92 €		20,00%	3,62 €		39,07 €	0,00 €	0,00 €
13	18/06/2017	2,14 €	juin-17	107,10	D	0,01	5,53 €	94,45 €		20,00%	1,09 €		40,16 €	0,00 €	0,00 €
14	18/06/2017	524,17 €	juin-17	106,30	D	0,04	14,22 €	108,67 €		20,00%	2,85 €		43,01 €	0,00 €	0,00 €
15	14/06/2018	189,51 €	avr-18	108,30	D	0,04	8,14 €	116,81 €		20,00%	1,63 €		44,64 €	0,00 €	0,00 €
16	20/06/2018	19,16 €	juin-18	109,00	D	0,01	881,86 €	117,69 €		20,00%	175,18 €		292,87 €	0,00 €	0,00 €
17	12/07/2018	1,01 €	juin-18	109,20	D	0,00	114,27 €	132,51 €		20,00%	22,84 €		315,71 €	0,00 €	0,00 €
18	12/07/2018	524,17 €	juin-18	109,20	D	0,01	31,09 €	163,60 €		20,00%	6,22 €		321,93 €	0,00 €	0,00 €
19	15/08/2018	0,10 €	août-18	110,00	D	0,00	25,15 €	188,75 €		20,00%	5,03 €		326,96 €	0,00 €	0,00 €
20	14/09/2018	294,56 €	sept-18	111,20	D	0,01	27,49 €	216,24 €		20,00%	5,53 €		332,49 €	0,00 €	0,00 €
21	11/10/2018	6,00 €	oct-18	111,40	D	0,00	8,90 €	225,14 €		20,00%	1,78 €		334,27 €	0,00 €	0,00 €
22	28/11/2018	1,11 €	nov-18	111,80	D	0,00	6,57 €	231,71 €		20,00%	1,31 €		335,58 €	0,00 €	0,00 €
							-2,85 €	228,86 €		20,00%	45,70 €		374,56 €	0,00 €	0,00 €
							-2,85 €	226,01 €		20,00%	45,70 €		371,71 €	0,00 €	0,00 €
OK		72 129,81 €						3 186,54 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €		

RUBRIER		Révisions								Acomptes (montants payés)					Acomptes cumulés TTC	TVA cumulée
Acomptes cumulé HT		Assiette de révision HT*	Mois de l'index	BTOL	Provision Déducteur	Coef.	Révisions HT	Révisions cumulées HT	Montant HT ligne 15	Taux de TVA	TVA	Divers ligne 24	Montant TTC			
Avance	Date															
1	25/04/2016	27,152,18 €	avr-16	103,30	D	-0,02	1,21 €	1,21 €	20,00%	0,24 €			1,45 €	0,00 €	0,00 €	
2	27/07/2016	11,872,27 €	juil-16	104,50	D	0,00	0,00 €	0,00 €	20,00%	0,24 €			1,69 €	0,00 €	0,00 €	
3	31/08/2016	82,100,81 €	août-16	104,80	D	0,00	164,62 €	164,62 €	20,00%	32,92 €			197,54 €	0,00 €	0,00 €	
4	29/10/2016	2,910,14 €	oct-16	104,90	D	0,00	0,00 €	0,00 €	20,00%	0,58 €			2,00 €	0,00 €	0,00 €	
5	13/12/2016	0,960,47 €	dec-16	105,20	D	0,00	0,00 €	0,00 €	20,00%	0,19 €			0,19 €	0,00 €	0,00 €	
6	16/01/2017	0,970,14 €	jan-17	105,30	D	0,00	0,00 €	0,00 €	20,00%	0,19 €			0,38 €	0,00 €	0,00 €	
7	11/02/2017	89,840,33 €	fév-17	105,50	D	0,01	4,96 €	4,96 €	20,00%	0,99 €			5,95 €	0,00 €	0,00 €	
8	17/03/2017	1,670,56 €	mar-17	106,10	D	0,01	99,29 €	104,25 €	20,00%	19,86 €			124,11 €	0,00 €	0,00 €	
9	10/04/2017	22,210,17 €	avr-17	106,30	D	0,01	111,05 €	215,30 €	20,00%	22,21 €			237,51 €	0,00 €	0,00 €	
10	12/05/2017	12,710,14 €	mai-17	106,30	D	0,01	116,27 €	331,57 €	20,00%	23,26 €			254,83 €	0,00 €	0,00 €	
11	16/05/2017	3,350,29 €	juin-17	106,30	D	0,01	48,84 €	380,41 €	20,00%	9,77 €			390,18 €	0,00 €	0,00 €	
12	18/06/2017	20,940,13 €	juin-17	106,30	D	0,01	266,36 €	646,77 €	20,00%	53,27 €			700,04 €	0,00 €	0,00 €	
13	20/06/2017	1,010,20 €	juin-17	107,10	D	0,01	118,37 €	765,14 €	20,00%	23,67 €			788,81 €	0,00 €	0,00 €	
14	18/06/2017	15,450,14 €	juin-17	106,30	D	0,00	21,40 €	786,54 €	20,00%	4,28 €			790,82 €	0,00 €	0,00 €	
15	14/06/2018	1,000,14 €	avr-18	108,30	D	0,01	11,68 €	803,22 €	20,00%	2,34 €			805,56 €	0,00 €	0,00 €	
16	20/06/2018	87,470,18 €	juin-18	109,00	D	0,00	39,87 €	843,09 €	20,00%	16,77 €			859,86 €	0,00 €	0,00 €	
17	12/07/2018	1,010,14 €	juin-18	109,20	D	0,00	0,00 €	843,09 €	20,00%	0,00 €			843,09 €	0,00 €	0,00 €	
18	12/07/2018	17,530,17 €	juin-18	109,20	D	0,01	136,61 €	979,70 €	20,00%	27,32 €			1007,02 €	0,00 €	0,00 €	
19	14/08/2018	12,710,14 €	août-18	110,00	D	0,00	6,24 €	1042,14 €	20,00%	1,25 €			1043,39 €	0,00 €	0,00 €	
20	12/08/2018	18,110,14 €	août-18	110,00	D	0,00	1,78 €	1043,92 €	20,00%	0,36 €			1044,28 €	0,00 €	0,00 €	
21	11/10/2018	10,930,17 €	oct-18	111,40	D	0,00	1,24 €	1045,16 €	20,00%	0,25 €			1045,41 €	0,00 €	0,00 €	
22	28/11/2018	16,460,17 €	nov-18	111,80	D	0,00	1,44 €	1046,60 €	20,00%	0,29 €			1046,89 €	0,00 €	0,00 €	
OK		757 196,80 €						10 963,99 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €			
		829 326,13 €						12 196,03 €								



**DEMATHIEU
BARD
CONSTRUCTION**

DIRECTION RÉGIONALE EST
Agence Marne-la-Vallée

35 avenue Saint Germain des Noyers
77400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES
Tél. 01 64 12 69 44 - Fax. 01 64 02 36 06
contact.construction77@demathieu-bard.fr

ILE-DE-France CONSTRUCTION DURABLE
Mandataire de la Région IDF
90 avenue du Gal Leclerc
93500 PANTIN

St Thibault des Vignes, le 28 janvier 2021

CHANTIER : Développement du site sportif de l'île de Vaires
Lot 4 : REVETEMENTS DE FACADE
Marché N°1500185

Marché H.T. 71 333,00 €
Avenant H.T. 796,81 €

FACTURE N° 0230000093

SITUATION TRAVAUX N° PDF REALISES au mois de janv.-21

	DEMATHIEU BARD (a)	SOUS - TRAITANTS A PAIEMENT DIRECT		TOTAL ST (b)	TOTAL GÉNÉRAL (a)+(b)
		AD METAL			
Cumulé Travaux H.T.	51 229,81 €	20 900,00 €	Travaux	321,27 €	
Cumulé Révision H.T.	1 196,54 €		Travaux supplémentaires	796,81 €	
			Révisions (montant cumulé)	65,15 €	
Total Cumulé ==>	52 426,35 €	20 900,00 €	Total HT (9 à 11)	1 183,23 €	
Déduire Situation N° 20			TVA 20,0%	236,64 €	
- Travaux H.T.	50 111,73 €	20 900,00 €	Total TTC (12+13)	1 419,87 €	
- Révision H.T.	1 131,40 €				
Total Situation N°20	51 243,13 €	20 900,00 €			
Reste H.T. / Mois :			Pénalités provisoires	881,83 €	
- Travaux	1 118,08 €		Pénalités définitives	0,00 €	
- Révision	65,14 €		Intérêts moratoires	7 221,60 €	
=> PDF H.T.	1 183,22 €		A déduire RG	-47,81 €	
=> T.V.A. de 20%	236,64 €		Total (15+16+17+18-19-20+21+22)	8 055,62 €	
=> T.V.A. autoliquidée					
Libération pénalités	881,83 €				
Retenue de garantie	-47,81 €				
=> PDF T.T.C.	2 253,88 €		Total (14+23)	9 475,49 €	

T.V.A ACQUITTÉE SUR ENCAISSEMENTS

RÈGLEMENT AU 28/02/2021

Espace pour paiement anticipé : néant

Le taux des intérêts pour paiement tardif est celui du contrat de travaux ou à défaut le taux BCE + 10 points
Indemnité forfaitaire de recouvrement de 40€ en cas de retard de paiement

En votre aimable règlement à 30 jours sur le compte DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION

IBAN FR76 3000 3024 5000 0202 6140 521

BIC SOGEFRPP

DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION

Siège Social 17 rue Ventzelos BP 80330 57953 MONTIGNY-LES-METZ

RCS MEAUX 790 843 411 - N° SIRET 790 843 411 00096 - TVA FR 67 790 843 411 - Code APE 4299Z - SAS au capital de 20 455 066 Euros

Pénalités compl - 35.000,00

Trop perçu - 33.627,94

Opération : Centre Nautique de Vaires (77)
Lot 04

PROJET DE DECOMPTE FINAL

le 29/02/2020

MARGE	
Marché principal (€ HT)	742 057,00 €
Avenant n°1	15 139,30 €
Total Marché (€ HT)	757 196,30 €
TVA (20%)	151 439,26 €
Total Marché (€ TTC)	908 635,57 €
Révisions des prix (€ TTC)	
Révision suivant état d'acompte n°21 : 8 838,08 € HT	10 605,70 €
Révision sur montant du solde du marché : 2 229,00 € HT (Annexe I)	2 674,80 €
Total Révisions (€ TTC)	13 280,50 €
Intérêts moratoires (€ TTC)	
Intérêts moratoires selon détail joint (Annexe II)	1 253,86 €
Total Mémoire (€ TTC)	1 253,86 €
Mémoire en réclamation (€ TTC)	
Montant de la réclamation selon DIRE n°3 du 23/01/2020 (Annexe III) : 82 479,14 € HT	98 974,97 €
Total Mémoire (€ TTC)	98 974,97 €
Retenues (€ TTC)	
Retenue de garantie : 5%	45 431,78 €
Cautions MPS France n°57196	44 623,53 €
Total Retenues (€ TTC)	90 055,31 €
Récapitulatif paiements perçus par Rubner Construction Bois (€ TTC)	
2016 FAC 0303 31/05/2016	6 106,86 €
2016 FAC 0356 31/08/2016	9 207,59 €
2016 FAC 0366 30/11/2016	73 974,59 €
2016 FAC 0411 28/12/2016	210 419,41 €
2017 FAC 0417 16/01/2017	85 443,88 €
2017 FAC 0437 24/02/2017	59 071,64 €
2017 FAC 0453 31/03/2017	8 433,57 €
2017 FAC 0498 28/04/2017	2 871,09 €
2017 FAC 0512 24/05/2017	60 080,62 €
2017 FAC 0533 30/06/2017	5 625,92 €
2017 FAC 0568 21/08/2017	1 313,96 €
2017 FAC 0620 01/12/2017	4 805,64 €
2017 FAC 0638 01/12/2017	1 394,50 €
2018 FAC 0669 02/03/2018	3 381,17 €
2018 FAC 0699 15/09/2018	1 037,90 €
2018 FAC 0715 07/09/2018	426,89 €
2018 FAC 0795 14/01/2019	6 530,94 €
2019 FAC 0839 16/08/2019	44 077,73 €
2019 FAC 0899 28/02/2020	39 430,97 €
Total paiements perçus par Rubner Construction Bois à ce jour (€ TTC)	623 636,87 €
Paiements Directs Sous-traitants (TTC):	
EXPERIENCE BAT 31/05/2016	13 246,80 €
EXPERIENCE BAT 01/11/2016	4 183,20 €
EBC 30/11/2016	20 000,00 €
EBC 31/12/2016	38 000,00 €
EXPERIENCE BAT 31/12/2016	9 500,00 €
EBC 16/01/2017	26 500,00 €
EBC 24/02/2017	10 072,21 €
AB BAT 31/03/2017	7 095,00 €
DSI 31/03/2017	6 000,00 €
EBC 31/03/2017	11 001,18 €
REEM 31/03/2017	12 055,00 €
EBC 28/04/2017	6 360,81 €
EBC 30/06/2017	7 771,00 €
EBC 21/08/2017	2 964,00 €
EBC 01/12/2017	20 000,90 €
EBC 01/12/2017	5 000,92 €
EBC 02/03/2018	9 598,95 €
EBC 15/06/2018	3 610,00 €
REEM 07/09/2018	635,00 €
Total paiements directs (€ TTC)	216 194,97 €
Solde à percevoir à ce jour (€ TTC):	181 432,74 €
Pour le sous-traitant AB BAT (€ TTC)	855,00 €
Pour Rubner Construction Bois (€ TTC)	180 577,74 €

Travaux	36 540,92 €
Travaux supplémentaires	0,00 €
Réfections	2 500,00 €
Révisions (montant cumulé)	2 008,41 €
Total HT (9 à 11)	36 049,33 €
TVA 20,0%	7 209,86 €
Total TTC (12+13)	43 259,19 €
Pénalités provisoires	35 588,31 €
Pénalités définitives	0,00 €
Intérêts moratoires	4 160,66 €
A déduire RG	-908,36 €
Total (15+16+17+18-19-20+21+22)	38 840,61 €
Total (14+23)	82 099,80 €

Travaux	36 540,92
av	
Total	36 540,92
Réfections	2 500,00
Total	34 040,92
revisions	2 008,41
total	36 049,33
Tva	7 209,86
TTC	43 259,19
Penalites	15 000,00
RG	908,36
Total	57 350,83
Dont part AB BAT	855,00
Dont part Rubner	56 495,83

ATTESTATION DE PAIEMENT DIRECT
ACOMPTES MENSUELS N°FINAL DE DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION A FIN JANVIER 2020

Maître d'ouvrage:	Région Ile de France 2 rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN
Mandataire du maître d'ouvrage:	IDF Construction Durable 90 ave Général Leclerc 93500 PANTIN
Opération:	Développement du site sportif de l'Ile de Vaires
Objet:	MARCHE DE TRAVAUX
Lot:	4 - REVETEMENTS DE FACADE
Marché n°:	1500185-4
Maître d'œuvre:	GTP AUER WEBER ASSOCIEE
Titulaire du marché:	Sous-traitants
Iban :	FR76 3000 3024 5000 0202 6140 521
Bic	SOGEFRPP
Co-traitant:	Sous-traitants
Iban :	FR76 3047 8000 1202 4253 6200 186
Bic	MONTRPPXXX
Sous-traitant pour Sous-traitants:	AB BAT
Iban :	FR76 3000 3039 4000 0205 5161 135
Bic	SOGEFRPP

Acte spécial de sous-traitance	
Montant HT de l'acte spécial:	8 550,00
TVA à 20,0% autoliquidée:	1 710,00
Disponibilité HT sur engagé:	0,00 (1)

Acompte dû au sous-traitant	
Décompte total HT des sommes dues:	8 550,00
Somme HT des acomptes précédents:	7 695,00
A régler HT sur le présent acompte:	855,00 (3)
TVA à 20,0% autoliquidée :	171,00

Vérification:
(1) >= (3)

Fait à St. Thibault
 Le 28/01/2021



Le titulaire du marché
 (cachet et visa du responsable)

**DEMATHIEU
 BARD
 CONSTRUCTION**

35 avenue Saint-Germain des Noyers
 77400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES
 Tél. 01 64 12 63 44
 RCS MEAUX 790 813 411

Développement du site sportif de l'Ile de Vaires - Marché de Travaux N°1500185-4 - DEMATHIEU BARD
 CONSTRUCTION_RUBNER CONSTRUCTION BOIS

Annexe 5 - Avenant IDL

<p align="center">AVENANT 1 A LA CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LES ORGANISMES GESTIONNAIRES DES ILES DE LOISIRS REGIONALES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF TICKET-LOISIRS</p>
--

ENTRE La région Île-de-France, représentée par la présidente du conseil régional, en vertu de la délibération n° CP
ci-après dénommée « la Région »,
d'une part,

ET L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs de
représenté par
ci-après dénommé « l'organisme »,
d'autre part,

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par délibération n° CP 2023-386 du 17 novembre 2023 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement au profit des îles de loisirs, 5ème rapport pour 2023, la commission permanente a décidé de prolonger la durée de validité des tickets loisirs 2023 du 1er avril au 31 décembre 2024.

La convention entre la Région Ile-de-France et les organismes gestionnaires des îles de loisirs régionales pour la mise en œuvre du dispositif « ticket-loisirs » ci-après dénommée « la convention » doit être adaptée afin de prendre en compte ces modifications.

ARTICLE 1

L'article 5 est modifié comme suit :

1) Dans le premier alinéa, les mots « deux fois » sont remplacés par les mots « quatre fois » ;

2) Après le troisième alinéa, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

- avant le 15 septembre année N+1 pour les tickets-loisirs perçus du 1^{er} mars au 1^{er} septembre de l'année N+1.
- avant le 15 janvier année N+2 pour les tickets-loisirs perçus du 1^{er} septembre au 31 décembre de l'année N+1.

ARTICLE 2

Dans l'article 6, les mots : « et expire le 15 mars 2024 » sont remplacés par les mots : « et expire le 15 janvier 2025 »

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour l'organisme
(Nom et Fonction du signataire)

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

(signature et cachet)